Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun Svizra

Service de renseignement de la Confédération SRC

2025

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE

Rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE

Rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération

2025

ÉDITORIAL

Chères lectrices, chers lecteurs,

Ce rapport de situation ne constitue pas une lecture facile, mais c'est une lecture nécessaire. Il nous met, une fois de plus, face à la réalité et aux faits géopolitiques : depuis la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, l'environnement de la Suisse a subi une très sérieuse dégradation sur le plan de la politique de sécurité. Cette évolution n'est pas un phénomène passager. C'est une tendance durable qui place notre pays devant des défis sécuritaires, politiques et sociaux.

La gravité de la situation est largement reconnue. En Suisse comme dans toute l'Europe, les États ont remis au cœur de leur agenda politique des mesures destinées à assurer leur propre sécurité. Cela s'est passé rapidement, et à grande échelle. En Suisse, la politique de sécurité est une tâche commune. Son développement nécessite l'engagement coordonné de tous les acteurs impliqués. Notre objectif est une politique de sécurité qui protège efficacement notre population, nos infrastructures critiques et nos moyens de subsistance contre les menaces – tout en préservant notre souveraineté et notre pouvoir d'autodétermination.

À cet égard, le Service de renseignement de la Confédération (SRC) joue un rôle fondamental. Il décrit et analyse la situation avec sobriété et objectivité. Le SRC exerce sa responsabilité lorsqu'il est question de prévenir les dangers et apporte, grâce à ses analyses et ses appréciations, une contribution essentielle à la détection précoce des développements affectant la politique de sécurité.

Le présent rapport «La Sécurité de la Suisse 2025» dresse un état des lieux approfondi de l'environnement sécuritaire de notre pays. De sa lecture, on tire une conclusion claire : nous nous devons agir rapidement et de manière résolue. Pour ce faire, il faut unir toutes les forces. C'est dans cette optique que je m'engagerai pour un dialogue ouvert au sein du Conseil fédéral, ainsi qu'avec le Parlement, les cantons et la population, afin de renforcer la sécurité de la Suisse.

Martin Pfister

Conseiller fédéral
Chef du DDPS

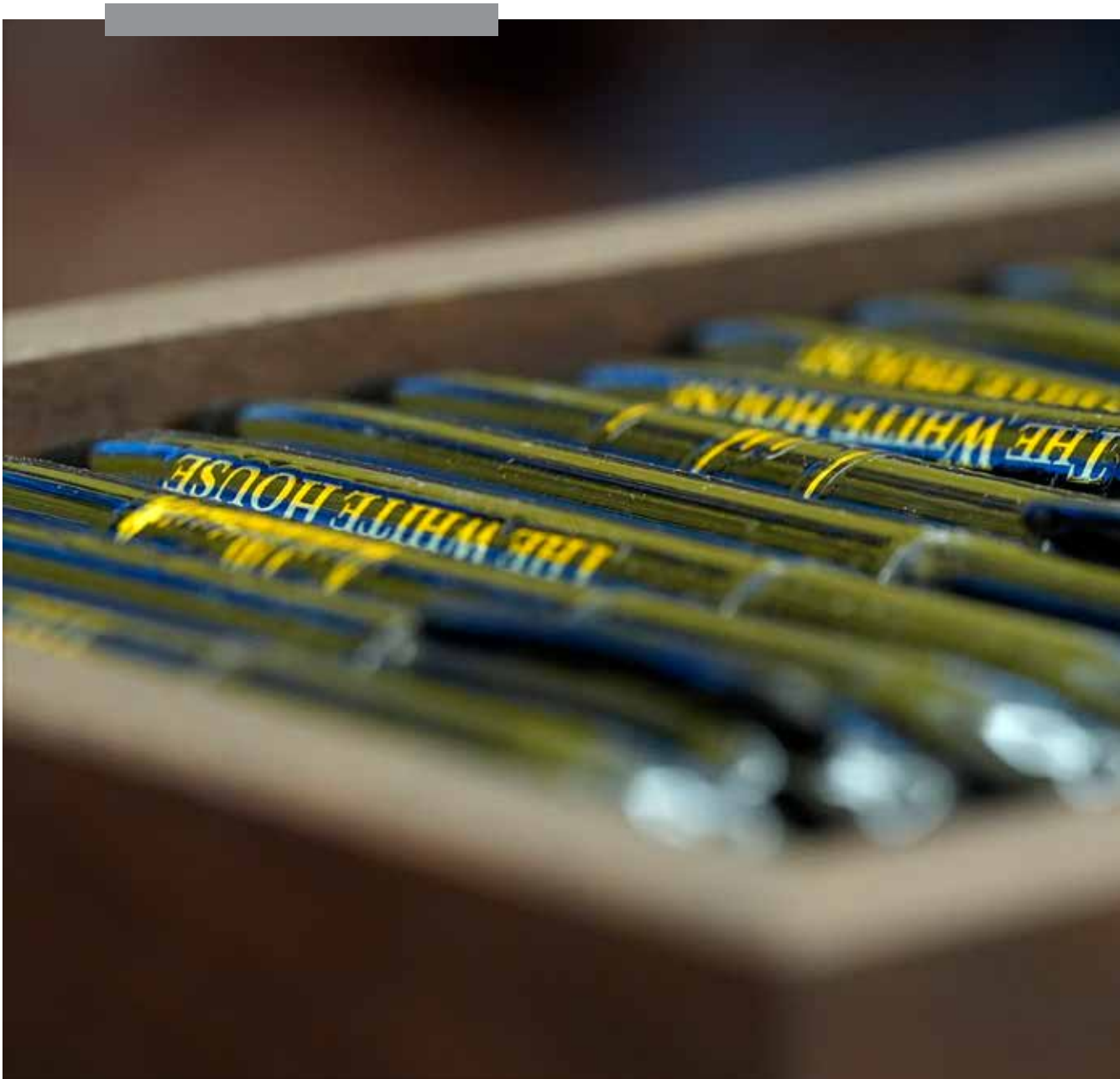


Illustration 1

LE RAPPORT EN BREF

L'ordre international se trouve en profond bouleversement. Les **contours d'une confrontation globale** se dessinent, en premier lieu entre les États-Unis d'un côté, et la Chine et la Russie de l'autre. Relever les défis de politique de sécurité au moyen d'approches coopératives devient plus difficile. En pleine mutation, l'environnement politico-sécuritaire de la Suisse pourrait ainsi offrir une protection réduite à l'avenir.

La tendance stratégique globale la plus importante reste la **rivalité** entre les **États-Unis** et la **Chine**. Celle-ci va profondément marquer la politique mondiale en matière de sécurité dans les années à venir. L'un des aspects de cette rivalité est la lutte pour la domination technologique.

Quant à la nouvelle administration américaine, l'ampleur des transformations qu'elle pourrait apporter à l'ordre international, et avant tout aux relations atlantiques, reste incertaine. On ne sait pas encore dans quelle mesure et comment les **États-Unis** agiront à l'avenir comme puissance régulatrice mondiale ainsi que garants de la sécurité en **Europe**. Globalement, la politique américaine est encore approximative et reste contradictoire. Pour le moment, aucune «grande stratégie» applicable ne se dégage, mais cette situation incite aujourd'hui déjà la plupart des États européens à renforcer leurs efforts en matière de politique de défense. Comme la mise en œuvre de telles mesures prendra toutefois du temps, l'Europe se retrouverait confrontée à une lacune sécuritaire ces prochaines années en cas de rupture des relations transatlantiques.

La **Russie** est convaincue qu'elle pourra poursuivre sa guerre d'agression contre l'Ukraine avec la même intensité en 2025. Le président Vladimir Poutine est décidé à intégrer fermement l'Ukraine dans la zone de pouvoir russe. Un accord de paix demeurant improbable en 2025, le scénario de base reste la poursuite de la guerre. La Russie ne subit d'ailleurs aucune pression militaire pour qu'elle s'engage dans un cessez-le-feu ou des négociations de paix. Au-delà de l'Ukraine, la Russie a pour objectif stratégique de retrouver son ancien statut de grande puissance impériale. Vis-à-vis des États de l'UE et de l'OTAN, elle a renforcé en 2024 sa conduite hybride du conflit, en intensifiant notamment ses activités de sabotage. Dans ce contexte, des infrastructures en Suisse qui revêtent une importance critique pour ces mêmes États pourraient à l'avenir être visées par des attaques hybrides. Par ailleurs, les armes nucléaires comme instruments de puissance ont pris dès 2022 une importance sans précédent depuis la fin de la guerre froide. La plupart des puissances nucléaires renforcent leur arsenal alors que les incitations à la prolifération augmentent dans différentes régions du monde.

La Russie reste un partenaire stratégique de la **Chine**. Par son soutien économique et en biens à double usage, la Chine apporte à la Russie un soutien essentiel à son effort de guerre en Ukraine. De cette manière, elle essaie aussi de modifier son propre rapport de force vis-à-vis des États occidentaux. Entre la Chine et l'Europe, des tensions politiques et économiques existent, mais les acteurs sont résolus à maintenir le dialogue ainsi que les relations commerciales. S'agissant de Taïwan, il est probable que la Chine ne veut pas provoquer d'escalade qui pourrait déboucher sur une guerre avec les États-Unis. Elle va toutefois maintenir la pression et Taïwan constitue un intérêt fondamental que la Chine défendra avec détermination dans le contexte international.

Grâce à son alliance politique et militaire avec la Russie, la **Corée du Nord** est sortie de son isolement géopolitique. D'un point de vue militaire, le développement de missiles balistiques

de portée intercontinentale comme vecteurs d'armes nucléaires constitue une menace pour la sécurité de l'Europe. Les États européens ne sont toutefois pas dans le viseur du gouvernement nord-coréen.

L'**Iran** et son «axe de la résistance» sont sortis affaiblis de l'escalade régionale qui a suivi l'attaque terroriste de grande ampleur du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023. La chute du régime de Bachar el-Assad en Syrie, l'affaiblissement du Hezbollah au Liban et la décimation du Hamas dans la bande de Gaza ont fortement affecté l'Iran. Ses dirigeants agiront néanmoins méthodiquement pour accroître à nouveau leur influence dans la région, pour autant que le pouvoir iranien surmonte l'escalade militaire actuelle et parvienne à se maintenir sous une forme identique à celle d'aujourd'hui.

En **Syrie**, même après la chute du régime Assad, plusieurs théâtres de conflits coexistent. Du point de vue de la politique de sécurité de la Suisse, ce sont surtout les développements dans le nord et l'est du pays qui revêtent une grande importance. Dans le nord, des milices proches de la Turquie ou du PKK s'affrontent. La sécurité des camps et des prisons dirigés par les Kurdes et abritant des détenus de l'«État islamique» y est par conséquent en jeu. Dans l'est, des cellules de l'«État islamique» ont survécu. Si ce dernier réussit à se renforcer et à libérer ses cadres et partisans de ces prisons, les voyageurs du djihad ayant un lien avec la Suisse qui y sont restés vont représenter une menace directe pour la sûreté tant intérieure qu'extérieure de la Suisse.

Cet environnement stratégique marque par ailleurs la situation sécuritaire de la Suisse:

Prolifération
La guerre d'usure que la Russie mène contre l'Ukraine engendre d'énormes besoins en biens extrêmement variés. Ces biens sont soit achetés auprès de pays amis, soit toujours acquis dans des États occidentaux, y compris en Suisse, en contournant les sanctions. On ne constate pas de diminution des efforts entrepris par la Russie dans ce domaine. Celle-ci a d'ailleurs adopté une nouvelle approche qui consiste à faire livrer et installer des machines de production dans des États tiers. Les biens ainsi produits sont ensuite directement envoyés en Russie. De leur côté, l'Iran et la Corée du Nord poursuivent également leurs efforts pour acquérir des biens.

Espionnage
Dans le contexte actuel, marqué par les guerres et les conflits, il est extrêmement probable que les moyens et les compétences d'une multitude de services de renseignement soient renforcés. La menace liée à l'espionnage demeure élevée en Suisse. Depuis plusieurs décennies, notre pays constitue une importante zone d'opération en Europe, car il abrite un grand nombre de cibles intéressantes.

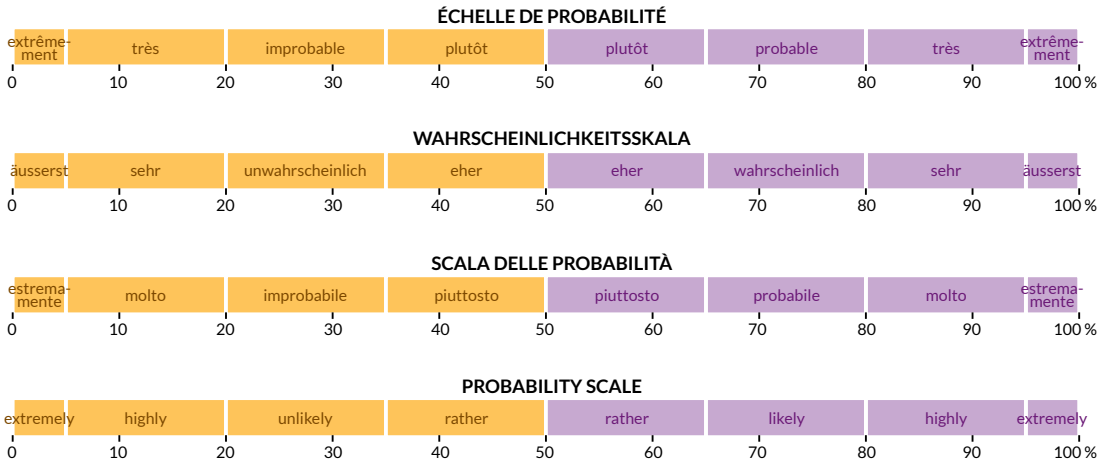
Terrorisme
La menace terroriste reste élevée. Elle devient toutefois plus diffuse puisque, toujours plus souvent, les attentats ne sont plus commis suivant des motivations djihadistes claires. La propagande djihadiste continuera à déployer ses effets, en particulier la propagande de l'«État islamique». Le phénomène de la radicalisation djihadiste en ligne, en particulier de jeunes, continuera de marquer la menace terroriste en Suisse.

Extrémisme violent
Seuls des changements marginaux sont observés dans les milieux d'extrême droite et d'extrême gauche violents. Aptes à se mobiliser de façon spontanée, les milieux d'extrême gauche violents ont un potentiel de violence élevé. Quant aux milieux d'extrême droite violents,

ils resteront actifs. Certains protagonistes de ces deux milieux suivent des formations et des entraînements d'arts martiaux et ont des affinités pour les armes. Les cas de mineurs et de jeunes adultes qui se radicalisent en ligne et qui développent des intentions terroristes vont continuer à augmenter.

Menace contre les infrastructures critiques
Pour les exploitants d'infrastructures critiques en Suisse, les cyberattaques représentent une menace significative. Jusqu'à présent, aucune action de sabotage par des cyberacteurs étatiques n'a été observée en Suisse. Des attaques pourraient néanmoins se produire selon un calcul politique, dans le but soit de nuire directement à la Suisse, soit de porter atteinte à ses voisins européens, membres de l'OTAN ou de l'UE.

Aperçu des indications de probabilité utilisées dans ce rapport



LE RADAR DE LA SITUATION

Le SRC utilise l'instrument du radar de la situation pour présenter les menaces importantes qui pèsent sur la Suisse. Dans sa version simplifiée, sans données confidentielles, il est une des composantes du présent rapport. Cette version publique contient les menaces qui relèvent du domaine d'activité du SRC et de l'Office fédéral de la police. Le présent rapport n'aborde pas les thèmes traités par d'autres organes fédéraux, mais il renvoie à leurs évaluations.

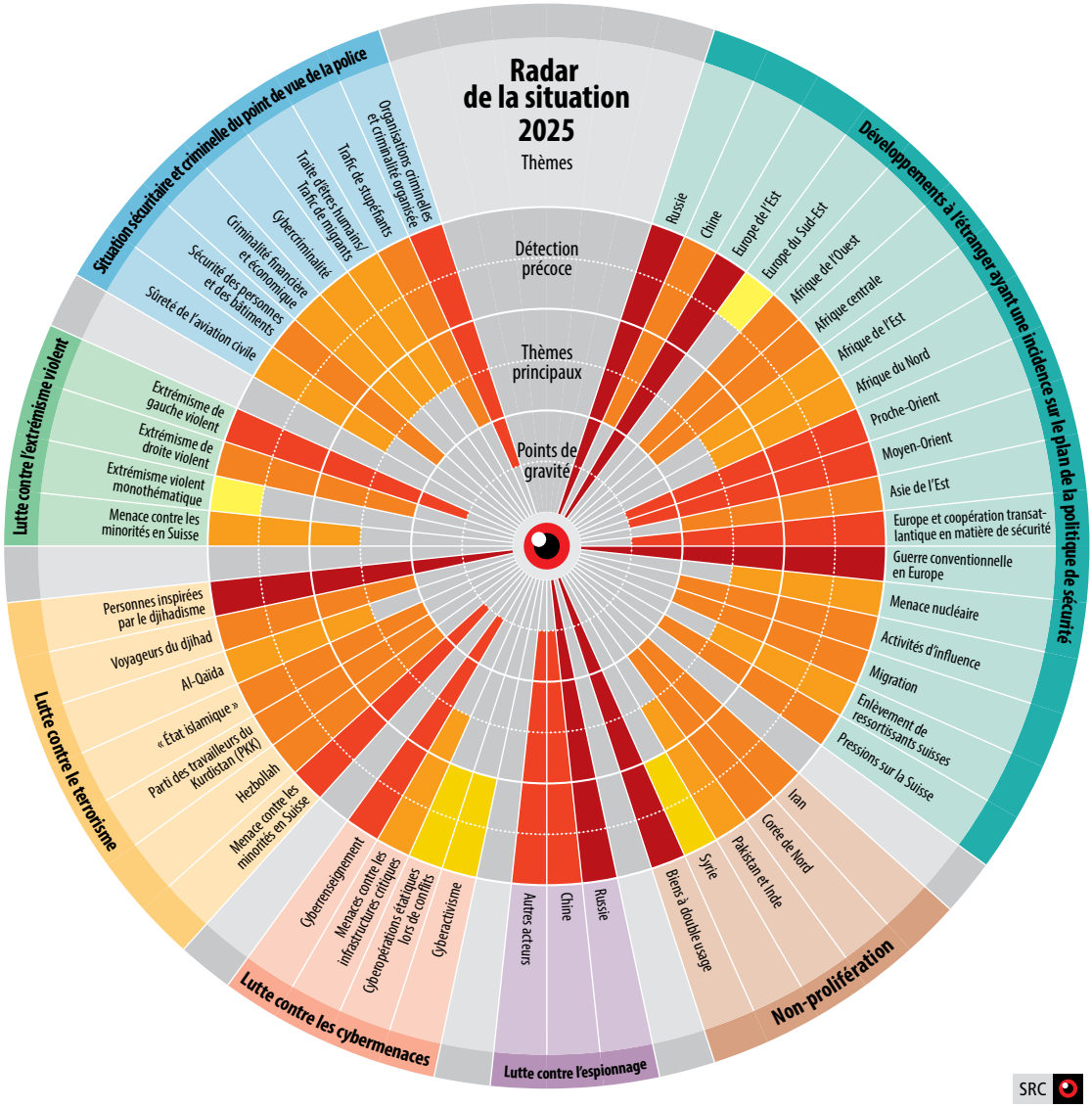


Illustration 2

ENVIRONNEMENT STRATÉGIQUE

CONTOURS D'UNE CONFRONTATION GLOBALE

La situation sécuritaire autour de la Suisse se dégrade d'année en année. Le monde d'aujourd'hui est fragmenté, instable et exposé à de multiples risques. La soif de pouvoir ainsi que les conflits géopolitiques compliquent les approches coopératives lorsqu'il s'agit de relever les défis régionaux et mondiaux de politique de sécurité. L'ordre international se trouve en profond bouleversement. Les contours d'une confrontation globale se dessinent, en premier lieu entre les États-Unis d'un côté, et la Chine et la Russie de l'autre.

La guerre de la Russie contre l'Ukraine a dramatiquement renforcé l'interconnexion, à l'échelle mondiale, des conflits armés régionaux. La Corée du Nord par exemple, un État détenteur d'armes nucléaires échappant au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), ne soutient désormais plus seulement la Russie avec des systèmes d'armes et des munitions, mais également en lui procurant des soldats. Les contreparties qu'obtiennent la Corée du Nord, mais aussi l'Iran et la Chine, pour leur soutien à la guerre contre l'Ukraine ne sont connues que partiellement. Ce que l'on sait en revanche, c'est que ces contreparties aggravent les conflits dans l'espace asiatico-pacifique ainsi qu'au Proche et Moyen-Orient. En 2024, l'Iran, qui pourrait franchir le pas vers le statut d'État détenteur d'armes nucléaires hors TNP, et Israël, un État détenteur d'armes nucléaires non signataire du TNP, se sont pour la première fois livrés à des échanges directs de frappes militaires. Le 13 juin 2025, Israël a commencé à frapper militairement des sites du programme nucléaire iranien. Au Yémen, les Houthis, soutenus notamment par l'Iran et la Russie, ont pu stabiliser leur domination et entraver des routes commerciales globales en menant des attaques en mer Rouge ainsi que dans le Golfe d'Aden.

Depuis 2022, les autocraties eurasiatiques que sont la Russie, la Chine, la Corée du Nord et l'Iran collaborent plus étroitement sur le plan économique, politique et en partie aussi militaire. En 2024, une série de sommets et d'accords bilatéraux ont encore renforcé leur convergence. Ces pays veulent réviser l'ordre international, trop marqué par les conceptions occidentales à leur goût, et remettent en question la suprématie mondiale des États-Unis. Leur collaboration est toutefois aussi traversée par des tensions internes ainsi que des intérêts divergents et elle se matérialise avant tout à l'échelle bilatérale. Néanmoins, la coopération plus étroite entre ces acteurs augmente la probabilité de futures crises régionales de grande ampleur, qui se dérouleraient simultanément et à de multiples niveaux. Un tel scénario menacerait de placer les États-Unis au-devant d'un défi actuellement impossible à relever sur le plan militaire.

La Russie a intensifié la conduite de son conflit hybride dans les États de l'UE ainsi que de l'OTAN, en particulier en ce qui concerne ses activités de sabotage. Elle accepte à cet égard les dégâts collatéraux et les victimes civiles que ces méthodes pourraient engendrer. La baisse de son seuil d'inhibition est illustrée, par exemple, par l'envoi de colis incendiaires par fret aérien, soit une réelle menace pour le trafic aérien civil. Le point central de la conduite hybride des conflits est de créer délibérément des ambiguïtés et des incertitudes en restant le plus longtemps possible en dessous du seuil du conflit armé. Néanmoins, la guerre de l'ombre que la Russie mène en Europe comporte des risques d'escalade considérables, y compris celui de s'étendre à une autre sphère d'opération, comme l'espace.

L'escalade militaire la plus récente entre l'Inde et le Pakistan, en mai 2025, illustre l'instabilité de la situation en Asie du Sud. Les intérêts des deux

puissances sont en porte-à-faux, ce qui peut provoquer à tout moment une brusque escalade militaire et des affrontements. Même si ces deux États disposent d'une certaine expérience lorsqu'il s'agit de désamorcer de telles crises, des accrochages militaires entre des puissances nucléaires comportent toujours des risques considérables.

Le retour du président Trump à la Maison-Blanche augmente l'imprévisibilité de la politique américaine, dans le domaine des affaires étrangères et de la sécurité également. Les États-Unis restent certes la principale puissance à l'échelle mondiale, mais ils sont confrontés à une certaine instabilité sur le plan de la politique intérieure. La politique sélective, transactionnelle et souvent unilatérale du président Trump aggrave les incertitudes et l'insécurité globales.

L'ampleur des transformations que la nouvelle présidence de Donald Trump pourrait apporter à l'architecture de sécurité mondiale et transatlantique reste incertaine. On ne sait pas encore dans quelle mesure et comment les États-Unis vont vouloir, et pouvoir, agir à l'avenir comme puissance régulatrice mondiale ainsi que garants de la sécurité de l'Europe (voir l'encadré «Deux sphères : les États-Unis et le futur ordre mondial»). C'est aussi la raison pour laquelle la plupart des États européens renforcent leurs efforts en matière de politique de défense, même s'il n'y a pas de position consolidée en Europe quant à la manière d'agir face à la Russie à l'avenir.

La Suisse est entourée d'États membres de l'UE et de l'OTAN, dont la stabilité et l'engagement en matière de politique de sécurité la protègent elle aussi. En pleine mutation, l'environnement politico-sécuritaire pourrait offrir une protection réduite à l'avenir. Il existe de plus en Suisse de multiples infrastructures critiques dont dépendent aussi de nombreux États de l'UE et de l'OTAN. Une intensification des conflits hybrides pourrait viser ces États par le biais d'attaques contre des infrastructures en Suisse qui revêtent une importance critique pour eux.

La tendance stratégique globale la plus importante reste la rivalité entre les États-Unis et la Chine. La façon dont ces deux grandes puissances vont essayer d'imposer leurs intérêts antagoniques va profondément marquer la politique de sécurité globale dans les prochaines années. La bataille pour la domination technologique s'intensifie, que ce soit pour les armes hypersoniques et cybernétiques, l'intelligence artificielle ou l'informatique quantique. Ces technologies comptent au nombre des instruments clés qui permettront de façonner le nouvel ordre mondial. La Suisse, en sa qualité de site d'innovation significatif pour des technologies d'importance stratégique, est exposée à une énorme pression internationale.

DEUX SPHÈRES : LES ÉTATS-UNIS ET LE FUTUR ORDRE MONDIAL

Dans le rapport «La Sécurité de la Suisse 2024», le SRC posait le constat suivant : «Alors que les logiques en place durant une phase dominée par les États-Unis s'estompent, des signes annoncent l'émergence d'un nouvel ordre mondial. Ainsi, depuis plusieurs années, la tendance dominante sur le plan stratégique est à la constitution de deux sphères, ce qui pourrait ultérieurement aboutir à la formation de blocs : l'un composé d'États libéraux et démocratiques, comme les États-Unis, les États membres de l'UE et d'autres États occidentaux, dont le Japon, la Corée du Sud et l'Australie, et l'autre comprenant la Chine, la Russie et d'autres États autoritaires, comme la Corée du Nord et l'Iran.» Dans le même temps, le SRC signalait que certaines puissances régionales ambitieuses ne voulaient être dépendantes d'aucune partie et que l'ordre global qui se profilait était par conséquent «fluide et encore peu structuré».

Le changement marquant du positionnement des États-Unis sous la présidence Trump en matière de politique étrangère et de politique de sécurité ainsi que la hausse significative des tensions au sein de l'Alliance atlantique ne rendent pas obsolète l'image de «deux sphères», mais celle-ci en devient plus complexe et, par là, plus difficile à comprendre. La rivalité entre les grandes puissances que sont les États-Unis et la Chine demeurera la tendance stratégique globale dominante des années à venir. Les États-Unis considèrent toujours la coopération entre la Chine, la Russie, la Corée du Nord et l'Iran comme un élément de la menace. Quant à ces quatre États, ils se rejoignent dans leur orientation anti-occidentale, raison pour laquelle la tendance à la constitution de deux sphères persiste. Celles-ci vont probablement continuer à se dissocier l'une de l'autre, sur le plan économique et, en particulier, dans le domaine des technologies du futur et de leurs applications liées à la sécurité, notamment militaire. Cette tendance à la dissociation s'opérera davantage selon des intérêts communs et manifestement moins selon des valeurs partagées au sein de chacune des sphères.

Ces derniers temps, la cohésion de la sphère occidentale sous la direction des États-Unis a souffert, mais cela ne signifie pas la fin de l'Alliance atlantique. Les architectes de la défense américaine continuent de considérer

les alliances et les alliés comme des éléments importants de la sécurité du pays à l'échelle mondiale. Les priorités doivent toutefois être réordonnancées, en partie de manière drastique. Il est ainsi prévisible que les États-Unis vont céder à leurs alliés européens la responsabilité principale pour la dissuasion et la défense en Europe et déplacer dans le même temps leur présence militaire dans l'espace Asie-Pacifique afin de pouvoir se concentrer sur la Chine. L'Europe se retrouvera ainsi fortement mise au défi, sur le plan tant des ressources que de l'organisation. Les États-Unis semblent toutefois toujours disposés à maintenir leur bouclier nucléaire au-dessus de l'Europe («extended deterrence»). L'OTAN bénéficie par ailleurs toujours d'un soutien majoritaire au Congrès américain, y compris parmi les Républicains, ainsi que dans la population américaine. Il reste toutefois à savoir si ce sont les intérêts en matière de politique de sécurité et de défense qui, en fin de compte, détermineront les relations extérieures des États-Unis de manière décisive. Au vu d'intérêts qui sont, pour l'heure du moins, fortement concurrentiels au sein de l'administration, il faut s'attendre à ce que les alliances continuent d'être régulièrement remises en question.

En Europe, une grande insécurité quant au rôle futur des États-Unis en matière de sécurité européenne est perceptible. L'Europe reste en effet dépendante de capacités militaires décisives que possèdent les États-Unis. Même sous la présidence Trump, ces derniers ne vont certainement pas abandonner complètement les relations sécuritaires transatlantiques, puisque le cadre atlantique sert aussi à assurer leurs propres intérêts. Les points d'appui américains en Europe constituent par exemple un relais pour les engagements extra-européens des États-Unis. Un retrait radical du continent européen, sans compensation par des capacités européennes, augmenterait les risques géopolitiques, provoquerait des instabilités et pourrait même pousser l'Europe dans les bras de la Chine. Quant à une défense stratégique autonome de l'UE, elle reste irréaliste dans les cinq années à venir au moins, et ne correspondrait de surcroît probablement pas à l'intérêt des États-Unis. Un scénario plus probable que celui de la fin de l'OTAN semble donc être un partage plus équitable des charges entre l'Europe et les États-Unis, sans que les intérêts fondamentaux de ces derniers se voient sacrifiés.

ÉTATS-UNIS : UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ NATIONALISTE

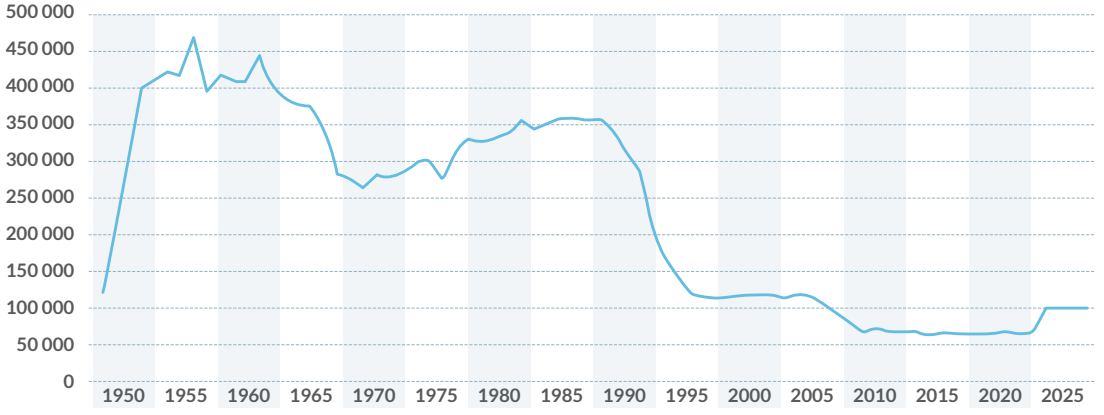
La domination unipolaire des États-Unis dans la politique mondiale s'érode depuis le début du 21ème siècle. Le monde actuel se caractérise par de l'incertitude, même si les États-Unis restent pour l'instant la principale puissance globale. L'ordre international libéral marqué de leur empreinte est cependant mis au défi par de grandes puissances aux ambitions révisionnistes telles que la Russie et la Chine, ainsi que par des puissances régionales. Le président Trump lui-même conteste d'ailleurs le statu quo dans l'ordre international et se montre critique vis-à-vis des alliances et des institutions traditionnelles. Il rejette par exemple le rôle assumé jusqu'à présent par les États-Unis comme garants de la sécurité de l'Europe.

Ainsi, c'est le qualificatif de nationaliste qui correspond le mieux à sa politique étrangère et de sécurité, placée sous le slogan « America First ». Bien qu'elle ne soit pas nouvelle aux États-Unis, cette approche s'est vue fortement marginalisée pendant et après la guerre froide. Aujourd'hui, elle doit, selon les Républicains favorables à Trump, remplacer l'école de pensée non partisane de l'internationalisme libéral, dominante depuis 1945. Pour eux, les États-Unis ne doivent plus être les gendarmes du monde ; ils doivent mettre un accent plus prononcé sur leurs intérêts sécuritaires nationaux et se concentrer avant tout sur la rivalité stratégique avec la Chine et l'Asie. Du point de vue de la politique étrangère et de la politique de sécurité, il existe un grand scepticisme à l'égard de la sécurité collective et du multilatéralisme.

La politique intérieure, fortement polarisée et instable, rend la politique américaine en matière d'affaires étrangères et de sécurité de plus en plus imprévisible. Durant son deuxième mandat, les priorités du président Trump résident dans des thèmes de politique intérieure – avant tout la justice, l'immigration et le commerce –, soit les thèmes principaux de sa campagne électorale. Au cours des premiers mois, il s'est, comme prévu, montré plus radical et disruptif que lors de son premier mandat.

Présence militaire américaine en Europe

Personnel militaire américain en service actif, 1950–2025



Source des données:
Personnel militaire américain en service actif, 1950–2025, CSIS BRIEFS, Deterring Russia U.S. Military Posture in Europe, janvier 2025

L'imprévisibilité accrue des États-Unis sous la présidence Trump a en soi un effet globalement déstabilisant. Alors que leurs intérêts nationaux en termes de sécurité devraient continuer à se voir resserrés, le président Trump en revient au transactionalisme de son premier mandat eu égard à sa politique étrangère et sa politique de sécurité. Plutôt que le multilatéralisme et la coopération, ce sont donc la pensée à somme nulle et la confrontation qui domineront. Dans ces conditions, l'ordre mondial libéral se voit également mis sous pression par les États-Unis eux-mêmes.

La Chine, leur rival stratégique, sera au centre de leur attention. Quant à l'Europe, elle devra à l'avenir porter un fardeau plus lourd au niveau de la répartition des tâches transatlantiques. Comme ce fut le cas dans les années 2017 à 2021, il faut s'attendre à des tensions sérieuses entre les États-Unis et leurs alliés européens, tensions qui pourraient même remettre en cause l'avenir de l'OTAN. La question de savoir si un président américain peut dénoncer un traité international sans l'accord du Sénat ou du Congrès reste certes controversée du point de vue constitutionnel, mais une sortie formelle des États-Unis de l'OTAN semble improbable. Le président Trump remet toutefois globalement en cause l'alliance de défense transatlantique, du moins rhétoriquement, car son administration laisse courir le doute quant à la crédibilité de la clause d'assistance (article 5) et du parapluie nucléaire américain. Il veut réduire la présence de troupes américaines en Europe, si possible de manière significative. Cela remettrait en question la stratégie développée par l'OTAN contre la Russie, qui a été mise à jour en 2022 et qui prévoit une dissuasion et une défense reposant sur une défense avancée renforcée ainsi qu'une présence accrue de troupes sur le flanc est. Quant à la stratégie de défense américaine, les documents de base en cours d'élaboration maintiennent le système d'alliance américain, mais visent à une prise en charge drastique de la responsabilité de leur propre défense par les alliés européens. Globalement, la politique de sécurité américaine n'est pas encore à maturité et reste contradictoire. Pour le moment, aucune «grande stratégie» applicable ne se dégage (voir l'encadré «Deux sphères: les États-Unis et le futur ordre mondial»).

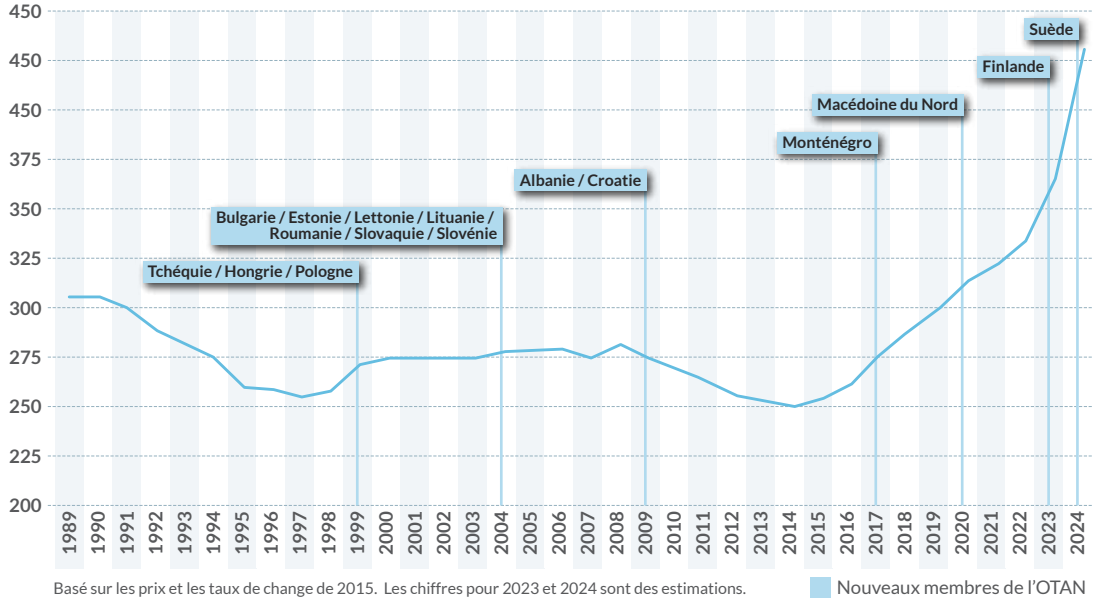
Le président Trump a déclaré à plusieurs reprises qu'il voulait mettre un terme à la guerre contre l'Ukraine rapidement. Les pierres d'achoppement sur le chemin d'un (fragile) cessez-le-feu dans cette guerre, voire d'un accord de paix durable entre la Russie et l'Ukraine, restent toutefois importantes. Le dialogue avec la Russie comporte en outre des risques pour l'administration elle-même, tant en termes d'alliances que de politique intérieure. Le président Trump souhaite certes réduire le soutien américain à l'Ukraine et confier la plus grande partie de l'aide aux Européens, mais il n'a dans le même temps aucun intérêt à ce que la Russie soit dominante en Europe.

EUROPE : AU-DEVANT D'UN SCÉNARIO CATASTROPHE ?

La guerre de la Russie contre l'Ukraine a ébranlé l'ordre sécuritaire en Europe. Celle-ci se trouve devant son plus grand défi géopolitique depuis la fin de la guerre froide. Le président Vladimir Poutine a brandi la menace nucléaire contre les États européens et mène depuis longtemps des attaques hybrides en Europe. La Russie essaie aussi d'influer sur des élections dans des pays européens, dont la Moldavie, la Géorgie ou encore la Roumanie.

Pour leur part, les États de l'UE ont réagi à la césure stratégique de 2022 en augmentant leurs dépenses de défense et en soutenant massivement l'Ukraine, en l'aidant aussi militairement. Si seuls cinq États européens membres de l'OTAN avaient atteint l'objectif de deux pourcents du PIB pour les dépenses de défense en 2021, leur nombre était, selon les estimations, passé à 22 déjà en 2024. Dans le même temps, la guerre contre l'Ukraine a aussi montré à quel point les États européens restent dépendants des États-Unis sur le plan de la politique de sécurité, et le resteront pendant des années encore. Si le président Trump réduit de manière significative la présence militaire des États-Unis en Europe et ne confirme pas son engagement dans l'alliance, l'Europe sera exposée à la menace d'une lacune sécuritaire au moins jusqu'à la fin de cette décennie, en raison de l'absence de capacités clés au niveau militaire et dans le domaine du renseignement. L'Europe centrale et l'Europe de l'Est seront de ce fait vulnérables vis-à-vis d'une agression russe.

Dépenses de l'OTAN en matière de défense (sans les États-Unis)
Données en milliards de dollars



Source : Les dépenses de défense des pays de l'OTAN (2014-2024), Division Diplomatie publique de l'OTAN, communiqué de presse, 12 juin 2024

Malgré des perspectives potentiellement sombres pour la sécurité européenne, le retour des États-Unis à une politique de « l'Amérique d'abord » représente aussi, du moins en théorie, une opportunité. L'UE peut poursuivre le renforcement de sa politique de sécurité ainsi que de défense et agir de manière plus autonome dans ce domaine, au-delà des « coalitions de bonnes volontés » existant entre certains États. Quelques semaines déjà après l'entrée en fonction de Donald Trump, les débats menés en Europe dans le contexte du dialogue de ce dernier avec la Russie sur un « troisième pôle », que l'UE se doit de constituer aux côtés des États-Unis et de la Chine, se sont intensifiés. Les discussions sur une force nucléaire européenne autonome ont également pris de l'ampleur.

Les États européens ne seraient cependant pas en mesure de compenser la perte de l'engagement américain en l'espace de quelques années. Leurs efforts en vue du renforcement de leurs capacités militaires et en matière de renseignement ne seront pas assez rapides. L'aptitude de l'UE à agir militairement reste en effet incertaine, et ce malgré les évolutions observées ces dernières années. Par ailleurs, de nombreux défis subsistent, sur le double plan financier et politique. La sécurité ainsi que la défense de l'Europe restent ainsi pour l'instant très vulnérables. En fin de compte, l'Alliance atlantique reste cependant utile pour les deux parties, puisque les États-Unis profitent de leurs alliés européens dans leur combat entre grandes puissances avec la Chine.

Une force nucléaire multinationale purement européenne va aussi rester à l'état de vision pendant des années encore. Pour l'heure, seules les armes nucléaires britanniques sont intégrées militairement à l'OTAN, pas les françaises. Une renégociation du bouclier nucléaire américain sur l'Europe pourrait exclure des États tels que l'Allemagne, la Belgique et l'Italie de la participation nucléaire, alors que d'autres, avec des dépenses de défense plus élevées, comme la Pologne, pourraient nouvellement y participer. Le transfert de quartiers généraux de l'OTAN est également possible. Globalement, le point fort de la défense européenne contre la Russie se déplace vers l'est depuis plusieurs années déjà.

GUERRE CONTRE L'UKRAINE

Pour le président Poutine, la guerre contre l'Ukraine est la priorité majeure. La Russie est convaincue qu'elle est capable de poursuivre la guerre avec la même intensité qu'aujourd'hui, à tout le moins en 2025, et le président Poutine est décidé à intégrer fermement l'Ukraine dans la zone de pouvoir russe.

En 2024, la Russie était l'acteur dominant sur le champ de bataille en Ukraine. Elle a conquis environ 3500 kilomètres carrés de territoires supplémentaires, ce qui représente bien moins d'un pour cent du territoire ukrainien. L'incursion surprise ukrainienne dans l'oblast russe de Koursk, au cours de laquelle environ 1000 kilomètres carrés ont été conquis en août 2024, a par ailleurs été largement repoussée après huit mois. La situation militaire de l'Ukraine reste extrêmement difficile et le niveau d'usure de ses forces armées reste élevé.

En octobre 2024, la Russie a élargi la dimension internationale de sa guerre contre l'Ukraine en faisant appel à des soldats nord-coréens. Les États-Unis et d'autres alliés occidentaux de l'Ukraine ont réagi en novembre 2024, notamment en autorisant cette dernière à utiliser des armes occidentales à distance, comme le missile américain de courte portée Atacms, contre des cibles militaires situées sur des territoires russes reconnus par le droit international. L'Ukraine peut ainsi mener des attaques contre des infrastructures logistiques, des équipements de conduite et des rassemblements de

Aperçu du contrôle territorial dans la guerre contre l'Ukraine

troupes dans des territoires où elle ne pouvait auparavant combattre que de manière insuffisante avec ses propres systèmes.

Le président Poutine a réagi aux premières attaques de missiles Atacms contre la Russie en procédant à l'engagement non nucléaire d'un nouveau missile balistique de moyenne portée nommé Orechnik («noisetier») contre une cible militaire dans la ville ukrainienne de Dnipro. En novembre 2024, la Russie a par ailleurs adopté une nouvelle doctrine nucléaire, selon laquelle elle étend explicitement son bouclier nucléaire sur le Belarus. En outre, la Russie y prévoit de considérer désormais toute attaque d'un État non doté de l'arme nucléaire soutenue par un État doté de l'arme nucléaire comme une attaque conjointe des deux États. Les armes nucléaires comme instruments de puissance ont pris dès 2022 une importance sans précédent depuis la fin de la guerre froide. La plupart des puissances nucléaires renforcent leur arsenal alors que les incitations à la prolifération augmentent dans différentes régions du monde. Outre les États occidentaux, la Chine et l'Inde ont aussi mis en garde la Russie contre la violation du tabou nucléaire pour la première fois depuis 1945.

Pour l'heure, la Russie ne se retrouve pas militairement sous pression de devoir donner une suite au cessez-le-feu voulu par les États-Unis ou encore à des négociations de paix avec l'Ukraine, bien que les États-Unis aient d'abord laissé entendre qu'ils feraient de nombreuses concessions lors des discussions directes avec la Russie. Un accord de paix durable reste ainsi improbable en 2025. Un cessez-le-feu comme solution diplomatique intermédiaire semble en revanche possible. Il constituerait pour la Russie une pause tactique, qui lui permettrait de renforcer encore son potentiel militaire. Un tel cessez-le-feu serait fragile et pourrait être rapidement violé, à la fois par la Russie et par l'Ukraine. La poursuite de la guerre reste donc le scénario de base le plus probable, éventuellement sous une forme moins intense qu'au cours des trois dernières années, ou sous la forme d'un conflit gelé.

Pour pouvoir poursuivre la guerre, l'Ukraine dépend existentiellement de l'aide financière et militaire de l'Occident, et ce malgré le renforcement massif de son industrie d'armement. En 2025, les États européens ont signalé un engagement plus fort à soutenir l'Ukraine en réponse à la nouvelle politique américaine. On peut toutefois se demander à quelle vitesse et dans quelle mesure l'UE et d'autres États disposés à soutenir l'Ukraine pourraient compenser l'aide militaire américaine, en particulier dans le domaine de la défense aérienne ou de la coopération en matière de renseignement. Quant aux forces armées ukrainiennes, elles restent sur la défensive. En intensifiant l'utilisation de systèmes d'armes sans pilotes, comme les drones, elles empêchent des avancées rapides de la Russie. Les pertes de territoire et les désertions vont toutefois encore augmenter. Par ailleurs, le personnel manque et est âgé. Malgré tout, un large effondrement de la défense ukrainienne semble improbable en 2025.

RUSSIE

En mai 2024, Vladimir Poutine a entamé son cinquième mandat à la tête du pays. Sa position y est pour l'heure incontestée, tant auprès des élites politiques et économiques qu'au sein de la population. Toute opposition notable a par ailleurs disparu du paysage politique.

Pour le président Poutine, la guerre contre l'Ukraine est hautement prioritaire. Comme son modèle la tsarine Catherine la Grande, il veut intégrer fermement l'Ukraine dans la zone de pouvoir russe et maintenir le Bélarus dans sa zone d'influence.

La Russie essaie depuis plusieurs années de modifier les rapports de pouvoir géopolitiques ainsi que de réviser le système international au moyen d'agressions militaires et d'attaques hybrides. Le réaménagement en profondeur de l'ordre de sécurité européen fait également partie de la mission historique que le président Poutine s'est lui-même attribuée. La Russie vise à rétablir sa sphère d'influence en Europe de l'Est, comme le président Poutine l'a dit clairement dans ses ultimatums adressés aux États-Unis et à l'OTAN en décembre 2021. À l'époque, la Russie avait exigé que l'élargissement de l'OTAN vers l'est soit ramené à son niveau de 1997.

Malgré la guerre d'usure en Ukraine, la Russie dispose de suffisamment de ressources pour poursuivre le réarmement conventionnel. En 2024, une croissance du PIB de 4,3 pour cent a été enregistrée, avant tout grâce aux dépenses étatiques élevées en faveur de l'industrie de l'armement, dont les fournisseurs tirent un profit important. Quant aux dépenses en matière d'armement, elles ont une nouvelle fois fortement augmenté. Les dépenses étatiques élevées ainsi que les primes versées aux soldats ont par ailleurs fait grimper l'inflation à plus de neuf pour cent.

Même en cas de cessez-le-feu en Ukraine ou d'un accord de paix entre la Russie et l'Ukraine, la situation globalement tendue ainsi que les conceptions divergentes concernant l'ordre sécuritaire en Europe subsisteraient, car, au-delà de l'Ukraine, le but stratégique ultime de la Russie est de récupérer son statut d'antan de grande puissance impériale. Les pays menacés sont donc avant tout la Moldavie et les États baltes.

Outre une reconstitution des pertes subies lors de la guerre contre l'Ukraine, la Russie prévoit un renforcement drastique de son potentiel militaire. En 2025, son économie pourrait légèrement ralentir et la croissance du PIB pourrait dans le meilleur des cas se situer à 2,5 pour cent, en raison de la politique monétaire de la Banque centrale russe. En termes de finances et de personnel, la Russie est en mesure de poursuivre la guerre contre l'Ukraine en 2025, et il n'existe aucun opposant influent à la guerre parmi les élites. Dans ces conditions, la volonté et la capacité de poursuivre la guerre contre l'Ukraine sont intactes.

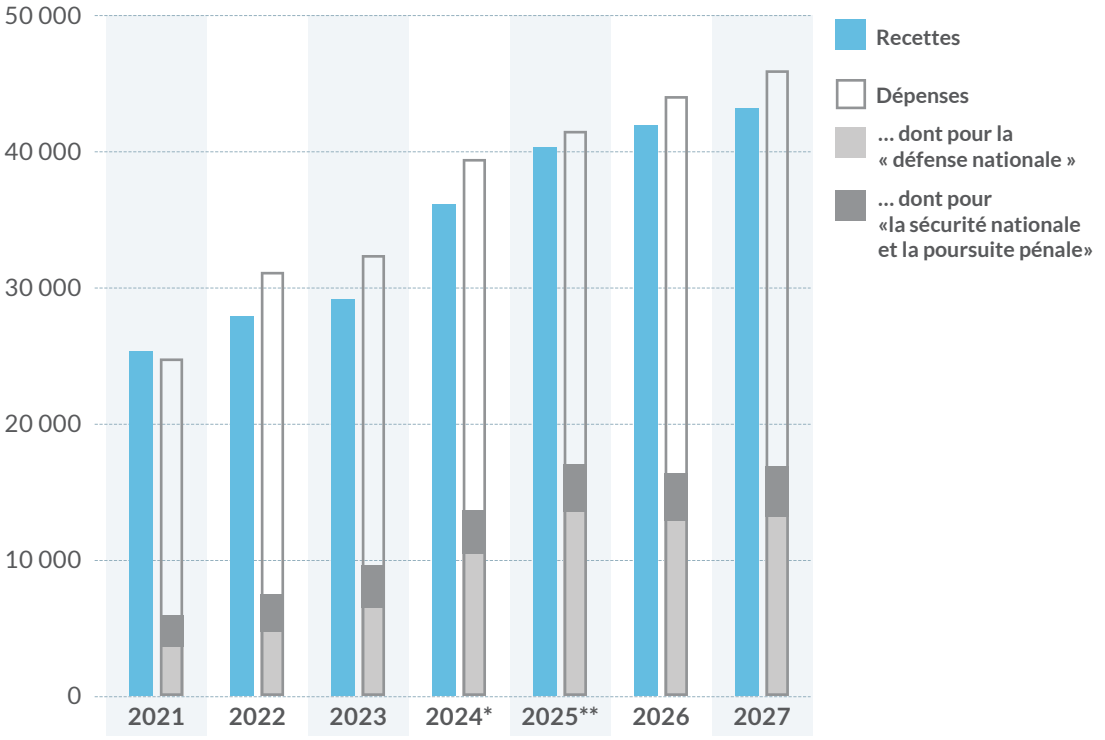
Tout en renforçant son complexe militaro-industriel ainsi que ses liens avec des États tels que la Chine, la Corée du Nord ou l'Iran, la Russie consolide son dispositif en matière de forces armées, principalement dans la direction stratégique de l'ouest. Au-delà de l'Ukraine, elle reste par conséquent une menace pour l'Europe sur le plan de la politique de sécurité. Tant que la guerre contre l'Ukraine se poursuivra avec la même intensité, le potentiel militaire des forces armées russes ne suffira toutefois pas pour mettre au défi l'OTAN directement, à l'aide d'armes conventionnelles. Un cessez-le-feu ou un accord de paix en Ukraine entraînerait par conséquent une hausse de la menace non seulement pour la Moldavie et la Géorgie, mais aussi pour les États membres de l'OTAN d'Europe de l'Est.

La question de savoir si la Russie disposera d'une occasion favorable pour une nouvelle confrontation militaire en Europe de l'Est dépendra notamment de la crédibilité de la dissuasion exercée par l'OTAN, et donc en particulier des États-Unis. Dans un premier temps, le président Poutine pourrait par exemple tester la crédibilité de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord en multipliant les opérations hybrides dans la région balte. Si les États occidentaux, et en particulier les États-Unis sous l'ère Trump, devaient ne pas réagir de manière suffisante, la Russie pourrait attaquer un État balte.

Après un cessez-le-feu ou un accord de paix avec l'Ukraine, le risque d'une nouvelle attaque russe contre l'Ukraine reste élevé, car une adhésion ukrainienne à l'OTAN est extrêmement improbable pour les années à venir et les garanties sécuritaires occidentales pour l'Ukraine seront explicitement plus faibles que celles octroyées aux États membres de l'OTAN. Le président Poutine continuera donc de nier à l'Ukraine le droit à l'indépendance.

Budget russe : recettes et dépenses

Données en milliards de roubles



** Données sur la « défense nationale » et la « Sécurité nationale et la poursuite pénale » selon le plan budgétaire 2024-2026*

*** Toutes les données dès 2025 sont tirées de la planification budgétaire 2025-2027*

SRC

CHINE

La rivalité stratégique entre la Chine et les États-Unis ne cesse de croître. La Chine fait la promotion de sa vision multipolaire de l'ordre mondial, aussi au détriment des valeurs et des normes libérales. Elle utilise les bouleversements touchant l'ordre international pour renforcer son influence, plus particulièrement sur les États du Sud global, par exemple à travers des alliances interétatiques telles que les BRICS. Elle travaille à arrimer ces pays à son économie, en créant par exemple des dépendances en matière de technologies – tant en matière de systèmes que de normes – et d'infrastructures.

La Russie reste un partenaire stratégique de la Chine. Celle-ci, par son soutien économique et en biens à double usage, apporte à la Russie un soutien essentiel à son effort de guerre contre l'Ukraine. De cette manière, elle essaie également de modifier le rapport de force vis-à-vis des États occidentaux. Auprès de ces derniers, la Chine, afin de préserver ses propres intérêts, se présente comme un partenaire coopératif. Dans certains secteurs, sa marge de manœuvre devient toutefois plus étroite, car les États-Unis en particulier accroissent leurs mesures de protection de leurs propres savoirs et de leurs propres marchés. En conséquence, la pression augmente sur une économie chinoise déjà touchée par un ralentissement de la croissance.

Des tensions politiques et économiques existent entre la Chine et l'Europe, même si ces acteurs sont résolus à maintenir le dialogue et le commerce. Le soutien de la Chine à la Russie est source de préoccupation en Europe. Sur le plan économique, l'UE critique l'inégalité de concurrence entre l'Europe et la Chine, puisque cette dernière restreint l'accès à son marché pour les entreprises européennes et subventionne massivement sa propre industrie. C'est la raison pour laquelle l'UE a imposé, en novembre 2024, des droits de douane additionnels sur certains véhicules électriques chinois, tout en renforçant encore le contrôle des investissements. Les États européens ont toutefois des avis divergents sur les risques engendrés par une trop grande imbrication avec la Chine. Alors que l'Allemagne n'autorise pas de composants clés chinois dans son réseau de télécommunication, les systèmes énergétiques et de communication de la Hongrie sont dépendants de la technologie chinoise. La Chine se sert précisément de telles différences politiques pour imposer ses propres intérêts.

Les présidents Xi Jinping et Vladimir Poutine lors du défilé militaire du 9 mai, Moscou, 9 mai 2025

Illustration 3

La rivalité stratégique entre la Chine et les États-Unis se constate clairement dans la région Asie-Pacifique. Elle est perceptible surtout s'agissant de Taïwan, des Philippines et du Japon, États qui se trouvent mis au défi sur le plan de la politique de sécurité. La Chine poursuit la modernisation et le renforcement de ses forces armées, armes nucléaires comprises. De leur côté, les États-Unis consolident leur système d'alliances et continuent de concentrer leurs forces armées sur la région. L'attitude contradictoire de l'administration Trump conduit néanmoins dans le même temps à une certaine incertitude concernant la constance de cette orientation. Quant à l'intérêt et l'engagement de l'Europe en Asie-Pacifique, ils se renforcent constamment eux aussi.

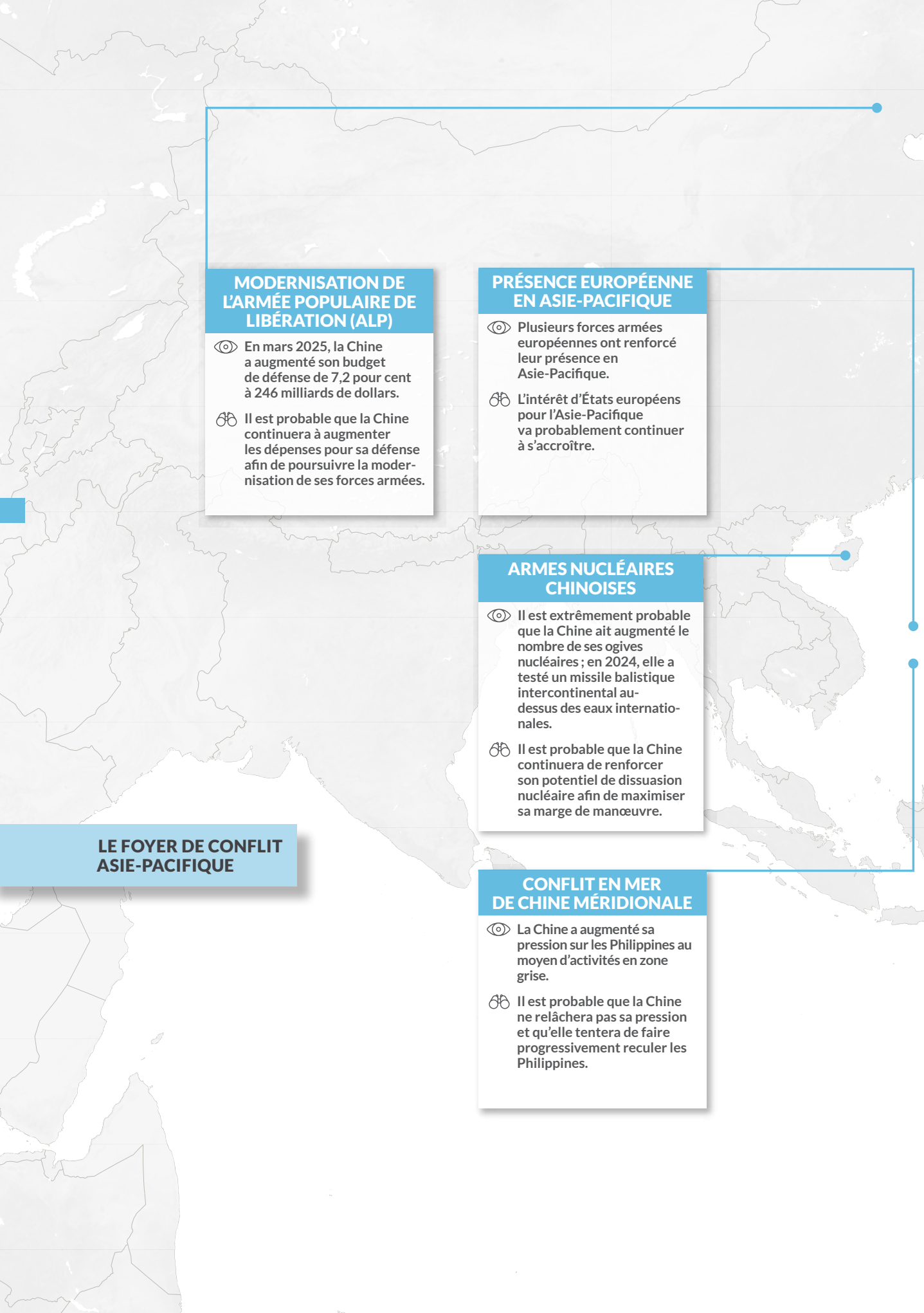
La Chine augmente la pression sur Taïwan. En 2024, l'Armée populaire de libération a mené plusieurs fois des exercices d'ampleur autour de Taïwan. Les forces aériennes ont accru leur présence autour de l'île et les activités maritimes dans la région ont été intensifiées. Bien qu'elle souhaiterait intégrer Taïwan sans passer par une guerre, la Chine travaille néanmoins à des options militaires.

Il est probable que la rivalité entre les États-Unis et la Chine s'accroisse et entraîne de nouveaux conflits. Des compromis sectoriels restent toutefois possibles. La Chine poursuivra sa politique et mettra ainsi au défi les États-Unis surtout, mais également d'autres États occidentaux. Elle va investir dans son économie, en particulier dans le développement de ses capacités scientifiques et technologiques. L'imposition durable par les États-Unis de droits de douane massifs impacterait toutefois gravement la croissance économique nationale. De tels droits de douane limiteraient l'accès à un marché important et à un accès central à la technologie, tout en provoquant une forte dégradation des relations sino-américaines.

La Chine maintiendra sa coopération stratégique avec la Russie et soutiendra, dans les grandes lignes, la position de celle-ci vis-à-vis de l'Ukraine. Enfin, il est probable qu'elle renforcera sa présence et ses activités au sein des agences onusiennes.

Au vu de l'évolution attendue des relations sino-américaines, l'Europe va devenir plus importante pour la Chine en 2025, notamment en tant que lieu de recherche et de place économique. Le risque de voir un savoir-faire critique s'échapper vers la Chine, par le biais d'activités d'espionnage notamment, s'en trouve augmenté. La sécurité économique restera un thème central des relations sino-européennes, puisque des dépendances existent dans les deux sens. La Chine joue par exemple un rôle incontournable dans la production de systèmes d'énergie renouvelable, grâce au contrôle qu'elle exerce au niveau de l'extraction et du traitement des matières premières essentielles dans ce domaine. Elle pourrait de ce fait essayer d'utiliser les restrictions à l'exportation comme instrument de pouvoir, comme elle l'a fait avec les États-Unis. Dans le même temps, la Chine va continuer à essayer d'exploiter les divergences entre États occidentaux dans le but d'étendre son influence politique.

Dans la question de Taïwan, il est probable que la Chine ne veut pas provoquer d'escalade qui pourrait aboutir à une guerre avec les États-Unis. Elle va toutefois maintenir une pression élevée, car Taïwan reste un intérêt fondamental qu'elle défendra avec détermination dans le contexte international. Taïwan va ainsi devoir faire la balance entre les revendications chinoises et les rapports avec l'administration Trump. De manière générale, une aggravation des conflits territoriaux dans l'espace Asie-Pacifique dépend également de l'action des États-Unis.



LE FOYER DE CONFLIT ASIE-PACIFIQUE

MODERNISATION DE L'ARMÉE POPULAIRE DE LIBÉRATION (ALP)

- En mars 2025, la Chine a augmenté son budget de défense de 7,2 pour cent à 246 milliards de dollars.
- Il est probable que la Chine continuera à augmenter les dépenses pour sa défense afin de poursuivre la modernisation de ses forces armées.

PRÉSENCE EUROPÉENNE EN ASIE-PACIFIQUE

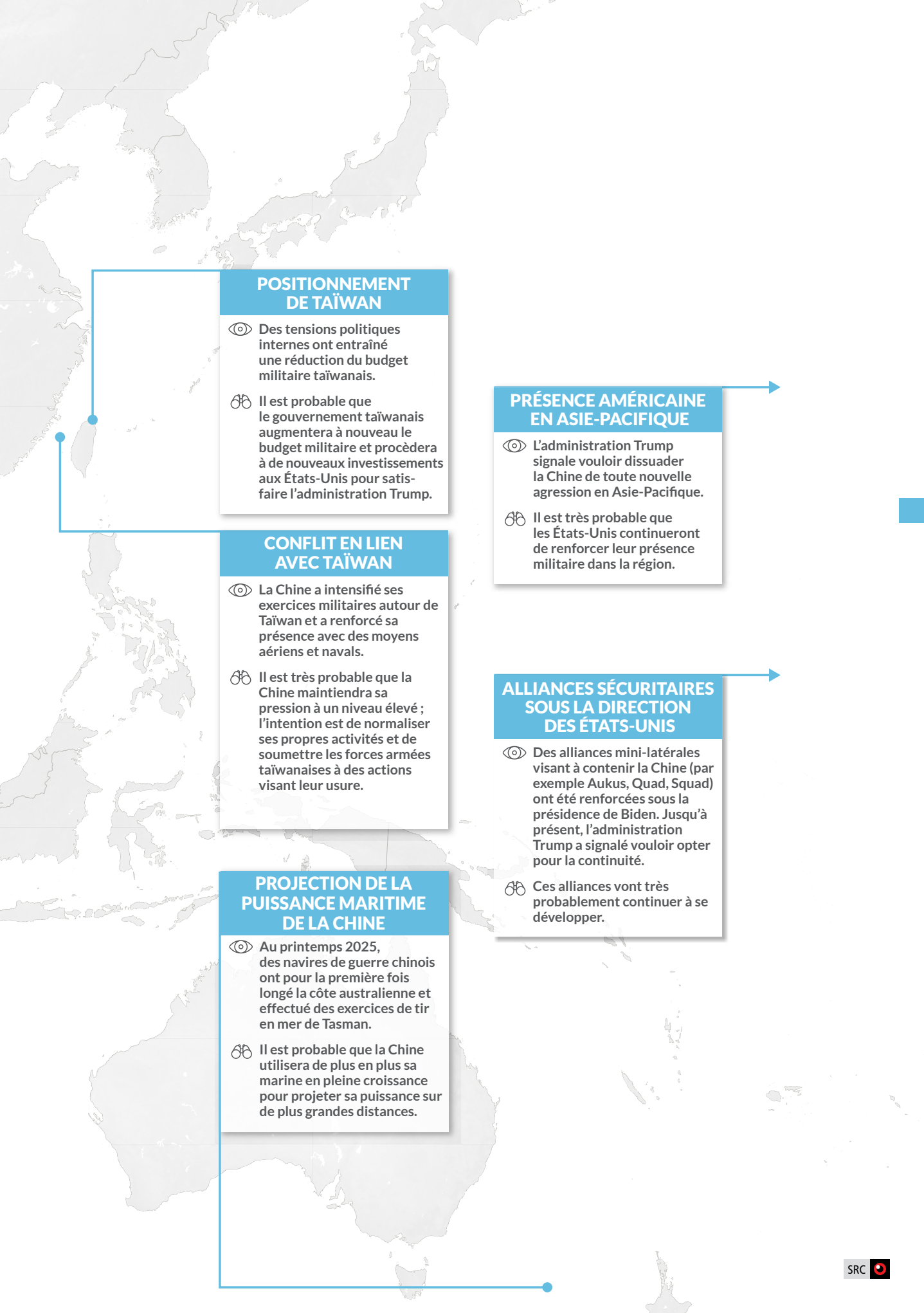
- Plusieurs forces armées européennes ont renforcé leur présence en Asie-Pacifique.
- L'intérêt d'États européens pour l'Asie-Pacifique va probablement continuer à s'accroître.

ARMES NUCLÉAIRES CHINOISES

- Il est extrêmement probable que la Chine ait augmenté le nombre de ses ogives nucléaires ; en 2024, elle a testé un missile balistique intercontinental au-dessus des eaux internationales.
- Il est probable que la Chine continuera de renforcer son potentiel de dissuasion nucléaire afin de maximiser sa marge de manœuvre.

CONFLIT EN MER DE CHINE MÉRIDIONALE

- La Chine a augmenté sa pression sur les Philippines au moyen d'activités en zone grise.
- Il est probable que la Chine ne relâchera pas sa pression et qu'elle tentera de faire progressivement reculer les Philippines.



POSITIONNEMENT DE TAÏWAN

Des tensions politiques internes ont entraîné une réduction du budget militaire taïwanais.

Il est probable que le gouvernement taïwanais augmentera à nouveau le budget militaire et procèdera à de nouveaux investissements aux États-Unis pour satisfaire l'administration Trump.

CONFLIT EN LIEN AVEC TAÏWAN

La Chine a intensifié ses exercices militaires autour de Taïwan et a renforcé sa présence avec des moyens aériens et navals.

Il est très probable que la Chine maintiendra sa pression à un niveau élevé ; l'intention est de normaliser ses propres activités et de soumettre les forces armées taïwanaises à des actions visant leur usure.

PROJECTION DE LA PUISSANCE MARITIME DE LA CHINE

Au printemps 2025, des navires de guerre chinois ont pour la première fois longé la côte australienne et effectué des exercices de tir en mer de Tasman.

Il est probable que la Chine utilisera de plus en plus sa marine en pleine croissance pour projeter sa puissance sur de plus grandes distances.

PRÉSENCE AMÉRICAINE EN ASIE-PACIFIQUE

L'administration Trump signale vouloir dissuader la Chine de toute nouvelle agression en Asie-Pacifique.

Il est très probable que les États-Unis continueront de renforcer leur présence militaire dans la région.

ALLIANCES SÉCURITAIRES SOUS LA DIRECTION DES ÉTATS-UNIS

Des alliances mini-latérales visant à contenir la Chine (par exemple Aukus, Quad, Squad) ont été renforcées sous la présidence de Biden. Jusqu'à présent, l'administration Trump a signalé vouloir opter pour la continuité.

Ces alliances vont très probablement continuer à se développer.

SRC

CORÉE DU NORD

L'alliance politique et militaire conclue en 2024 entre la Russie et la Corée du Nord est un développement significatif. La Corée du Nord est ainsi sortie de son isolement géopolitique. Cette alliance est perçue avec méfiance par la Chine, car elle réduit la relative influence qu'elle exerce sur le régime nord-coréen. Depuis octobre 2024, la Corée du Nord a envoyé plusieurs milliers de soldats en appui aux opérations militaires russes contre l'Ukraine. Parallèlement, il existe un risque que la Russie partage à son tour des technologies militaires au profit de programmes d'armes nucléaires, de vecteurs et de satellites nord-coréens. Il faut par ailleurs également tenir compte du fait qu'en cas de conflit militaire avec la Corée du Nord, les nouvelles obligations découlant de cette alliance pourraient entraîner l'implication de la Russie.

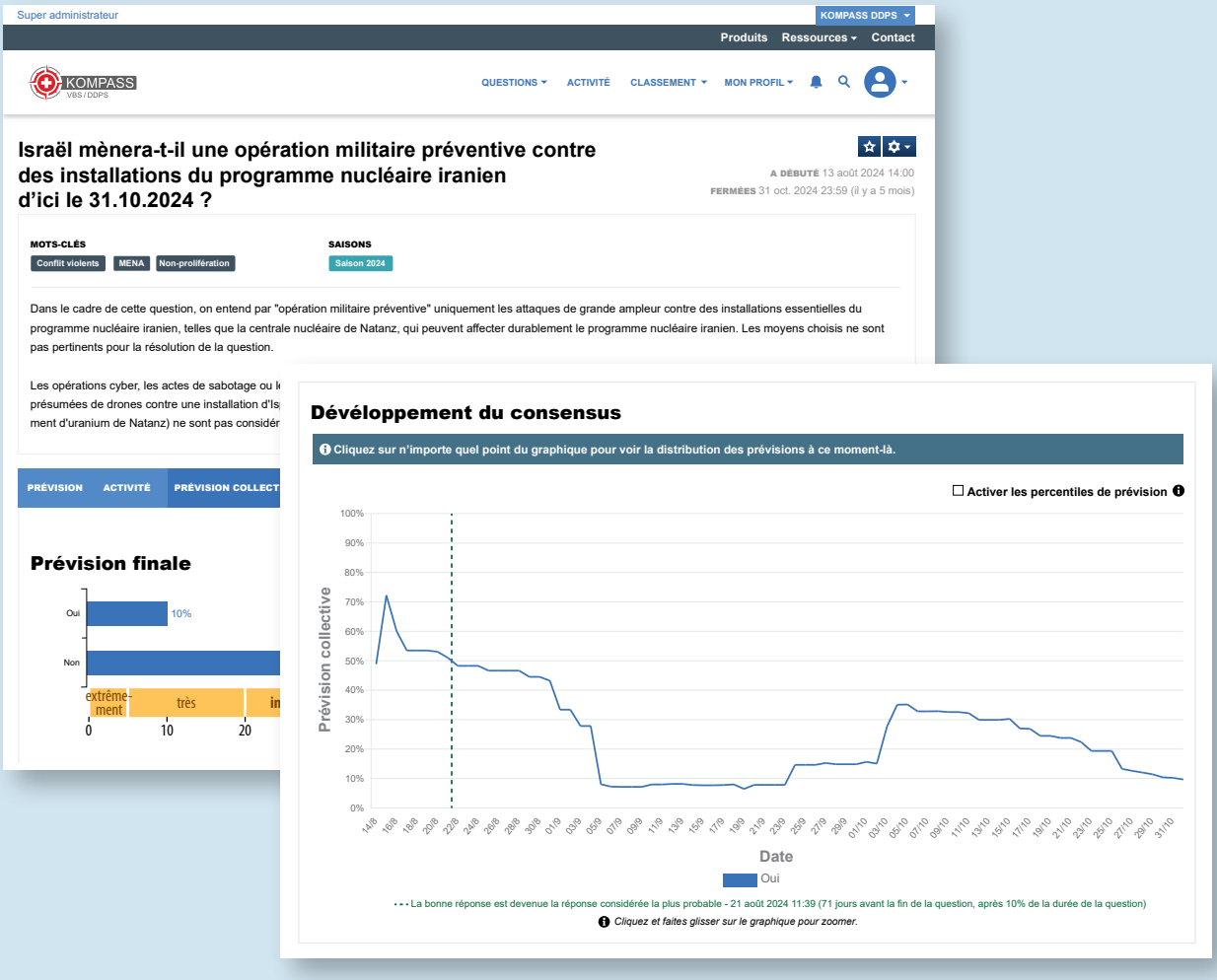
Il est très probable que l'alliance entre la Russie et la Corée du Nord se maintienne en 2025, même dans le cas où la guerre contre l'Ukraine cesserait. Dans ce cas, la Corée du Nord pourrait certes rappeler ses soldats se trouvant en Russie, mais y augmenter en contrepartie significativement le nombre de ses travailleurs immigrés. Ceux-ci pourraient par exemple être engagés sur des territoires sous contrôle russe en Ukraine pour y reconstruire des zones dévastées.

Sur le plan militaire, le développement par la Corée du Nord de missiles balistiques intercontinentaux pouvant servir de vecteurs d'armes nucléaires constitue une menace pour la sécurité de l'Europe. Les États européens ne sont toutefois pas dans le viseur du pouvoir nord-coréen.

En raison du rapprochement avec la Russie, l'influence chinoise sur la Corée du Nord s'est relativement affaiblie. Les dirigeants nord-coréens pourraient être encouragés à procéder à un septième essai nucléaire grâce à la marge de manœuvre ainsi acquise. La Chine y est pour sa part clairement défavorable.

La reprise de pourparlers entre les États-Unis et la Corée du Nord au sujet des programmes nucléaires et de missiles nord-coréens est encore purement hypothétique. Il est extrêmement improbable que la Corée du Nord soit disposée à faire des concessions significatives s'agissant de ces programmes. La Chine, pour sa part, percevrait l'ouverture de tels pourparlers avec ambivalence. D'un côté, un dialogue entre les États-Unis et la Corée du Nord pourrait apporter une forme de détente dans la péninsule coréenne. Mais de l'autre, il constituerait une forme d'ingérence des États-Unis dans l'environnement immédiat de la Chine, qui plus est en Corée du Nord, son seul allié historique.

En matière de politique de sécurité, il est fondamental d'anticiper les développements de portée significative. À cette fin, divers instruments de détection précoce existent, dont, depuis 2024, la plateforme participative «Kompass DDPS». Exploitée par le SRC, elle est ouverte à tous les collaborateurs de l'administration fédérale. Son fonctionnement se base sur la diversité cognitive ainsi que sur le savoir et les différentes perspectives représentées dans l'administration. L'efficacité de l'approche participative, fondée sur le principe de la sagesse des foules, s'est vue confirmée à plusieurs reprises dans des études empiriques. La «sagesse des foules» contribue ainsi à renforcer la détection précoce au sein de l'administration fédérale.



PERSISTANCE DE LA GUERRE ET DES CONFLITS AU PROCHE ET AU MOYEN-ORIENT

La situation au Proche et au Moyen-Orient continue d'être marquée par la guerre entre Israël et le Hamas, ainsi que par le conflit régional entre l'Iran et Israël. Outre les instruments de pouvoir étatiques, l'Iran mise en particulier sur l'« axe de la résistance » auquel appartiennent le Hamas dans la bande de Gaza, le Hezbollah au Liban, certaines milices en Irak et les Houthis au Yémen. Cet axe est ressorti décimé de l'escalade régionale qui a résulté de l'attaque terroriste de grande ampleur lancée par le Hamas contre Israël le 7 octobre 2023.

Les problèmes de fond n'ont toujours pas été résolus, tant en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien que le conflit régional entre l'Iran et Israël. Une escalade peut être rapide, comme l'ont montré la reprise des combats dans la bande de Gaza en mars 2025 et les frappes israéliennes contre des sites du programme nucléaire iranien en juin 2025. Jusqu'ici, les efforts diplomatiques entrepris par l'administration Trump en rapport avec la guerre à Gaza et le dossier nucléaire iranien se sont révélés infructueux.

Les frappes militaires israéliennes ont décimé le Hamas et largement dévasté les infrastructures dans la bande de Gaza. Israël n'a toutefois atteint qu'une partie de ses objectifs officiels, à savoir l'anéantissement du Hamas en tant qu'organisation militaire et politique, la libération des otages et l'élimination de la menace militaire émanant de Gaza. Pour l'heure, le Hamas reste la principale force politique et militaire palestinienne à Gaza. Si le Hamas venait à se déclarer prêt à céder formellement le pouvoir gouvernemental à un autre acteur, il est très probable qu'il chercherait à diriger la bande de Gaza en coulisses. En Cisjordanie, la situation sécuritaire et les conditions de vie de la population palestinienne se sont encore dégradées.

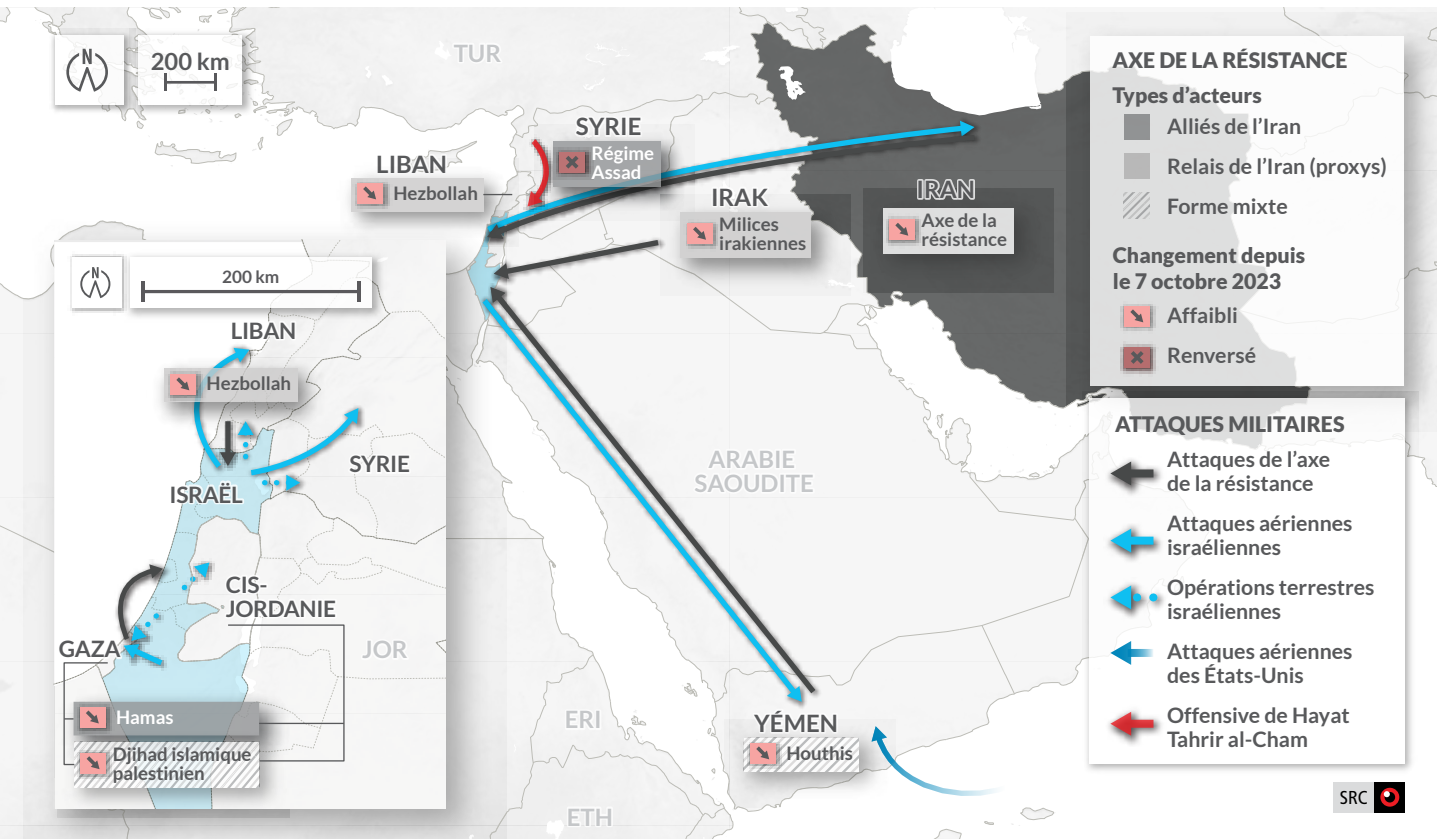
L'intervention militaire d'Israël et la chute du régime de Bachar el-Assad en Syrie ont considérablement affaibli le Hezbollah et provoqué des remous au niveau de la structure politique du Liban. À l'heure actuelle, il est donc probable que le Hezbollah n'est pas intéressé par une nouvelle escalade du conflit qui l'oppose à Israël.

L'Iran, qui pourrait franchir le pas nécessaire pour devenir un État nucléaire en violation du TNP, et Israël, pays nucléaire non signataire du TNP, ont échangé pour la première fois des frappes militaires directes en 2024. Une grande partie des missiles balistiques, missiles de croisière et drones lancés par l'Iran ont néanmoins été interceptés, et les répliques militaires israéliennes ont détruit d'importants moyens de la défense antiaérienne iranienne. L'Iran a par ailleurs fortement misé sur l'« axe de la résistance » pour dissuader Israël. Son déclin a sérieusement affecté Téhéran. Certaines voix au sein du pouvoir réclament par conséquent une accélération du programme nucléaire à des fins de dissuasion. Dans ce dossier, la position du guide suprême Ali Khamenei, reste, malgré son grand âge, décisive. Bien que le pouvoir iranien ait fait preuve de résilience jusqu'à présent et qu'il dispose d'un appareil répressif efficace, il a été affaibli par les revers en matière de politique régionale ainsi que par des problèmes économiques persistants. C'est dans ce contexte, après deux mois de négociations entre les États-Unis et l'Iran sur le dossier nucléaire, qu'Israël a décidé de lancer une attaque à grande échelle contre l'Iran et des sites de son programme nucléaire. Au moment de clore la rédaction du présent rapport, l'escalade qui en a résulté était toujours en cours. Pour le camp iranien, l'attaque israélienne constitue une humiliation et met ses dirigeants sous forte pression. Il est très probable qu'Israël ait besoin de l'appui militaire des États-Unis pour détruire durablement toutes les installations nucléaires iraniennes.

La question de l'après-guerre à Gaza est au cœur des débats. Nul ne sait pour le moment qui administrera cette bande côtière à l'avenir et assumera la responsabilité de sa reconstruction. Le Hamas tentera de jouer un rôle dans ce processus, ce qui va à l'encontre des objectifs de guerre d'Israël. L'idée énoncée en janvier 2025 par le président Donald Trump consistant à déplacer la population de Gaza se heurte au rejet de la communauté internationale. L'annexion de la Cisjordanie, à laquelle aspire une partie du gouvernement israélien, présente un potentiel d'escalade considérable et torpillerait l'ouverture des relations diplomatiques entre Israël et l'Arabie saoudite, qui revêt une importance stratégique.

Rebattant les cartes dans le dossier nucléaire, l'attaque d'Israël contre l'Iran de juin 2025 va très probablement changer durablement le rapport de force au Proche et Moyen Orient pour longtemps. Les représailles menées par l'Iran et l'«axe de la résistance» pourraient viser non seulement des cibles et des intérêts d'Israël, des États-Unis et de leurs alliés dans la région, mais elles pourraient aussi survenir en dehors de la région grâce à des moyens asymétriques. Des attentats terroristes pourraient également être perpétrés en Europe. La question de la succession du guide suprême gagnera en importance pour le pouvoir iranien. Confronté à la nécessité de se reconstituer après la disparition de membres importants de son personnel dirigeant, il pourrait même, suivant l'évolution de la situation, se voir menacé dans sa pérennité. Le cas échéant, il pourrait se voir contraint de décider de la construction d'une arme nucléaire. On ne sait cependant pas dans quelle mesure la mise en œuvre concrète d'une telle décision serait réalisable. Pour autant que le pouvoir iranien parvienne à se maintenir sous une forme identique à celle d'aujourd'hui, il devra, pour rétablir l'influence de l'Iran en tant que puissance régionale, miser sur des mesures de long terme et coordonner soigneusement son action.

Déstabilisation de l'axe de la résistance dirigé par l'Iran depuis le 7 octobre 2023

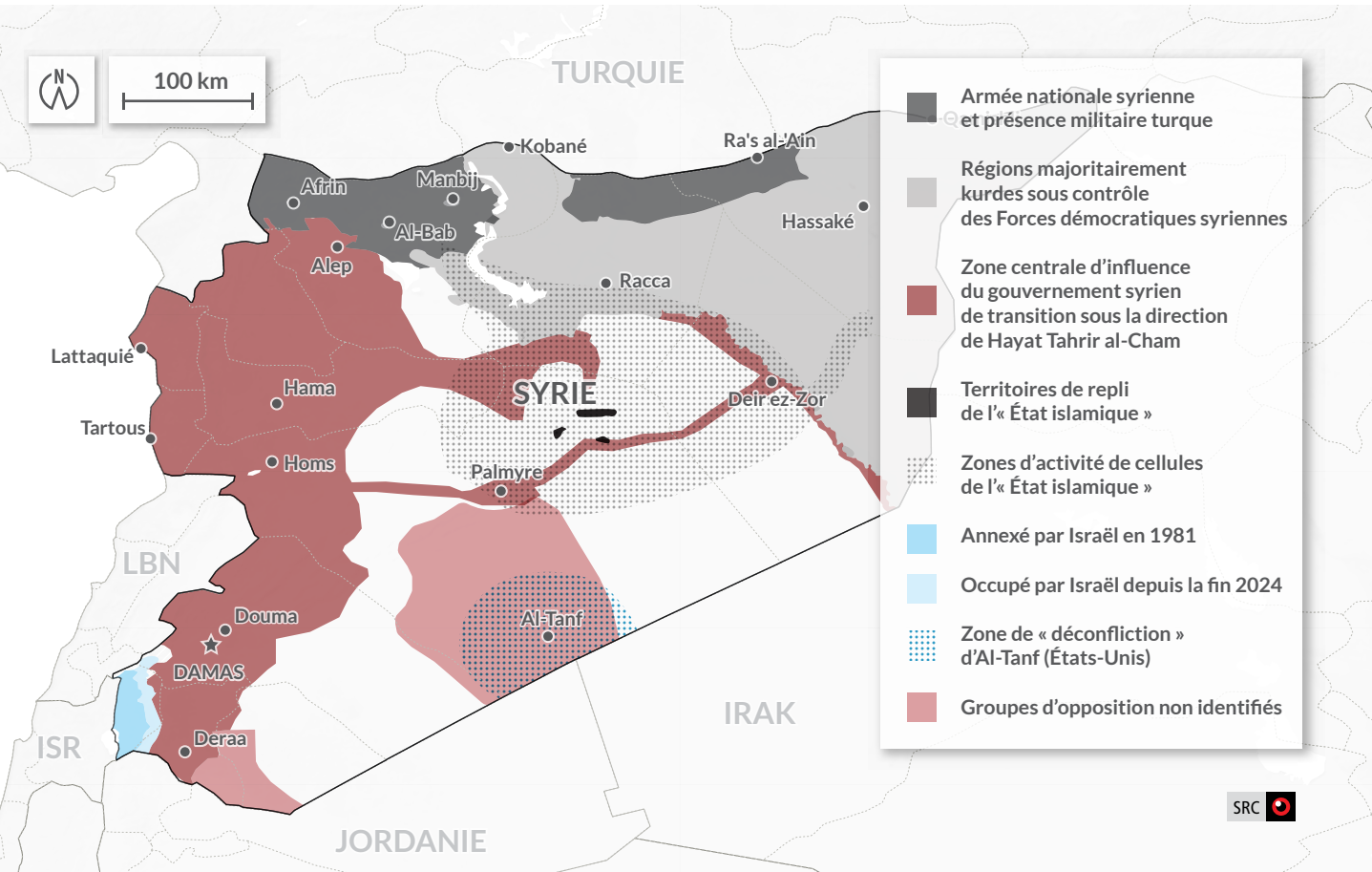


SYRIE : LES LIGNES STRATÉGIQUES DE CONFLIT DE LA RÉGION SE RENCONTRENT

L'effondrement étonnamment rapide et total du régime de Bachar el-Assad en décembre 2024 a laissé en Syrie un vide militaire et politique que divers acteurs tentent désormais de combler. Factuellement, la Syrie est constituée de plusieurs zones de conflit :

- Dans l'ouest levantin du pays et dans la capitale Damas, le mouvement islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTC) et ses alliés tentent de se positionner comme successeurs légitimes du régime déchu, et cela tant sur le plan intérieur qu'extérieur. Dans sa rhétorique, le mouvement s'efforce de prendre en compte les intérêts des minorités en Syrie. Jusqu'à présent, par ses actes, il n'a toutefois pas apporté la preuve qu'il aspire à un État inclusif.
- Au nord du pays, des milices proches de la Turquie et des acteurs qui soutiennent le PKK s'affrontent en ennemis. Comme en Irak, les acteurs kurdes veulent obtenir un maximum d'autonomie, mais la Turquie et ses alliés tentent de les en empêcher. Ils veulent une séparation physique entre les régions kurdes des deux États.
- Dans l'est du pays, le désert syrien, avec sa longue frontière perméable avec l'Irak, est une région où l'État est traditionnellement assez faible. C'est dans cette zone en particulier que des cellules de l'« État islamique » ont survécu à la défaite militaire de leur califat. Les réseaux de l'« État islamique » y sont entrés en symbiose avec les structures tribales locales.

Foyers de conflit en Syrie



- Au sud, divers anciens groupes d'opposition opèrent le long des frontières avec la Jordanie et Israël. Leur composition ethnique et la dynamique régionale y sont différentes que dans le reste du pays. Le HTC n'a guère d'influence dans cette zone.

Actuellement, les États-Unis, Israël et la Turquie maintiennent chacun une forte présence militaire et de renseignement sur le territoire syrien, la Russie une présence affaiblie et il est probable que l'Iran y ait une présence clandestine. Ces cinq acteurs poursuivent des intérêts différents, parfois même contradictoires, et le nouveau statu quo entre ces puissances n'est pas stable.

La situation humanitaire et économique en Syrie reste critique. L'approvisionnement en produits alimentaires, déjà insuffisant avant la guerre civile, s'est encore aggravé depuis. La Syrie dépend aujourd'hui dans une très large mesure de l'aide internationale.

La création d'un nouvel État par la faction actuellement la plus forte, le HTC, est un processus complexe, risqué et long. Passer d'un gouvernement de transition à un gouvernement légitime nécessite une nouvelle constitution, des élections et la formation d'un gouvernement. Avec la disparition de l'ennemi commun Assad, l'élément central qui unissait les différentes factions en Syrie fait aujourd'hui défaut.

La forte influence exercée par la Turquie en Syrie est à double effet : la Turquie conseille le HTC sur le plan politique et militaire et soutient directement la reconstruction. En même temps, elle influence ce mouvement dans le sens de sa propre politique kurde. L'objectif est probablement de contenir au maximum les Kurdes syriens au sein d'une fédération étatique syrienne centralisée. Pour sa part, Israël perçoit comme une menace l'influence croissante de la Turquie en Syrie et veut la contrecarrer. L'évolution de la question kurde vers une éventuelle escalade militaire d'envergure dépendra dans une large mesure de la politique syrienne de l'administration Trump. Une réduction supplémentaire des troupes américaines au nord-est de la Syrie pourrait avoir des effets négatifs sur la sécurité des camps et des prisons dirigés par les Kurdes et abritant des détenus de l'« État islamique ».

Une partie des éléments armés et organisés de l'ancien régime, notamment de nombreux alaouites, cherchent à prendre leur revanche. Début mars 2025, de présumés alaouites loyalistes d'Assad et des combattants du gouvernement de transition se sont livrés à de violents combats sur la côte syrienne. Le potentiel de violence reste élevé et le pouvoir du HTC fragile. L'« État islamique » va en outre tenter d'opérer le long des diverses lignes de fracture ethniques et confessionnelles.

AFRIQUE

La situation sécuritaire dans une partie de l'Afrique reste tendue. Depuis 2020, l'instabilité politique augmente et le djihadisme progresse, alors que la démocratie s'érode. En 2023, la moitié de la population africaine vivait sous un gouvernement autocratique. L'instabilité politique et l'absence de perspectives favorisent également le terrorisme. L'épicentre du djihadisme global est passé du Moyen-Orient au Sahel ; plus de la moitié des victimes du terrorisme en 2024 vivaient dans cette région.

Dans le cadre des rivalités géopolitiques, en particulier entre les États-Unis, la Chine et la Russie, l'Afrique gagne en importance. De nouvelles dictatures militaires réduisent leur dépendance vis-à-vis des États occidentaux et coopèrent de plus en plus avec la Chine et la Russie. Cette dernière développe son influence dans la région du Sahel tandis que la Chine intensifie son engagement économique et diplomatique. Il est plutôt probable que son but soit l'établissement de nouvelles bases militaires. Avec le retrait des troupes occidentales, le changement d'orientation stratégique de certains États africains devient manifeste.

L'Alliance des États du Sahel, créée en 2024 par le Mali, le Burkina Faso et le Niger après leur retrait de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est un pacte de défense soutenu par la Russie. Révélant le sentiment anti-occidental, cette alliance démontre l'importance croissante d'acteurs externes dans la région. Le G5 Sahel par contre, soutenu par l'UE et créé en 2014 par le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger, a été dissous en décembre 2023.

En Afrique, les relations internationales sont aujourd'hui davantage marquées par des intérêts géoéconomiques que par des intérêts géopolitiques. La Chine et d'autres États, comme les Émirats arabes unis, défient la domination économique traditionnelle des pays occidentaux. Ils donnent la priorité au développement des infrastructures et relèguent les conditions d'ordre politique au second plan, tirant ainsi profit de l'abandon des aides financières occidentales. La Chine est le principal partenaire commercial de l'Afrique. Ce sont en particulier l'Éthiopie, le Kenya et le Nigeria qui profitent d'investissements chinois dans des aéroports, des autoroutes et des zones industrielles. La durabilité du soutien chinois reste toutefois sujette à caution, comme le montre l'exemple de la crise de la dette de la Zambie.

Les nouvelles règles du jeu géopolitique et géoéconomique en Afrique ont conduit au retrait de troupes occidentales et à la fermeture de leurs bases militaires. Au regard de la lutte que les pays occidentaux mènent contre le terrorisme au Sahel, cela représente un revers important. Au niveau régional, la guerre au Soudan, qui atteint désormais une dimension géostratégique en raison du soutien croissant de la Russie et de l'Iran au gouvernement de Port-Soudan, ainsi que l'instabilité croissante dans la Corne de l'Afrique, les crises chroniques dans la région des Grands Lacs et la forte dégradation de la situation sécuritaire au Burkina Faso restent des foyers de crise aiguë.

La crédibilité des États occidentaux en tant que défenseurs de la démocratie et des droits de l'homme s'est encore affaiblie. En Afrique, la manière dont l'Occident applique le droit international public dans le cadre des guerres en Ukraine et à Gaza est perçue comme un double standard, alors que la Chine se positionne en revanche comme le défenseur de principes tels que la souveraineté et la non-ingérence. En conséquence, les États-Unis et d'autres pays occidentaux ont donc réorienté leur approche dans la région : ils cherchent des partenariats pragmatiques avec des puissances régionales comme l'Inde, les États du Golfe ou la Turquie. Ils veulent ainsi maintenir l'accès aux matières premières stratégiques tout en tenant la Russie et la Chine à distance.

Échelle de probabilité

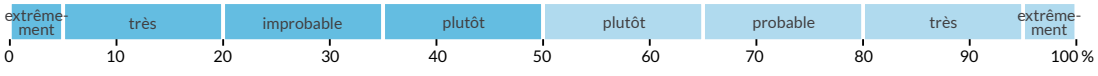


Illustration 4

TERRORISME DJIHADISTE ET ETHNO-NATIONALISTE

MENACE TERRORISTE EN EUROPE

La menace terroriste en Suisse est élevée. Elle est avant tout marquée par le mouvement djihadiste, plus particulièrement par des sympathisants de l'« État islamique » ou par des personnes inspirées par la propagande djihadiste.

Le nombre d'attentats à motivation djihadiste en Europe a tendance à augmenter. Le 15 février 2025, un Syrien de 23 ans a par exemple attaqué avec un couteau six personnes à la gare centrale de Villach (Autriche) et tué un jeune de 14 ans. La police a trouvé chez lui du matériel de propagande de l'« État islamique ». Les attentats et les incidents qui, en raison du profil de l'auteur ou du mode opératoire, ont, du moins au début, suscité des soupçons de terrorisme qui n'ont toutefois pas pu être clairement étayés par la suite se sont multipliés.

En Europe, les services de sécurité ont procédé à de nombreuses arrestations et autres interventions en raison de soupçons de terrorisme. Il est probable que plusieurs attentats terroristes pour motifs djihadistes ont été empêchés. En Suisse aussi, la police est intervenue à plusieurs reprises dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. La plupart du temps, ce sont des jeunes qui figuraient au centre de ces interventions.

Il est probable qu'actuellement, la capacité des noyaux durs de l'« État islamique » et d'Al-Qaïda de préparer ou de commettre des attentats en Europe de manière autonome est très limitée. Ces deux groupes sont plutôt tributaires d'initiatives d'individus inspirés par le djihadisme. Ces derniers passent à l'acte sans être directement liés à une organisation terroriste ou directement dirigés par celle-ci.

La diffusion de propagande djihadiste dans le cyberespace a une importance capitale. Elle offre un terreau fertile sur lequel prospère le mouvement djihadiste. En Suisse, elle a favorisé l'émergence de réseaux de sympathisants et constitue une importante source d'inspiration pour les auteurs d'actes de violence. Certains acteurs prêts à faire usage de violence, issus en partie des réseaux mentionnés ou agissant en partie à l'extérieur de ceux-ci, attirent l'attention sur eux non seulement avec de la propagande, mais aussi en raison de leurs actions de soutien financier et logistique ainsi que de la planification d'actions violentes.

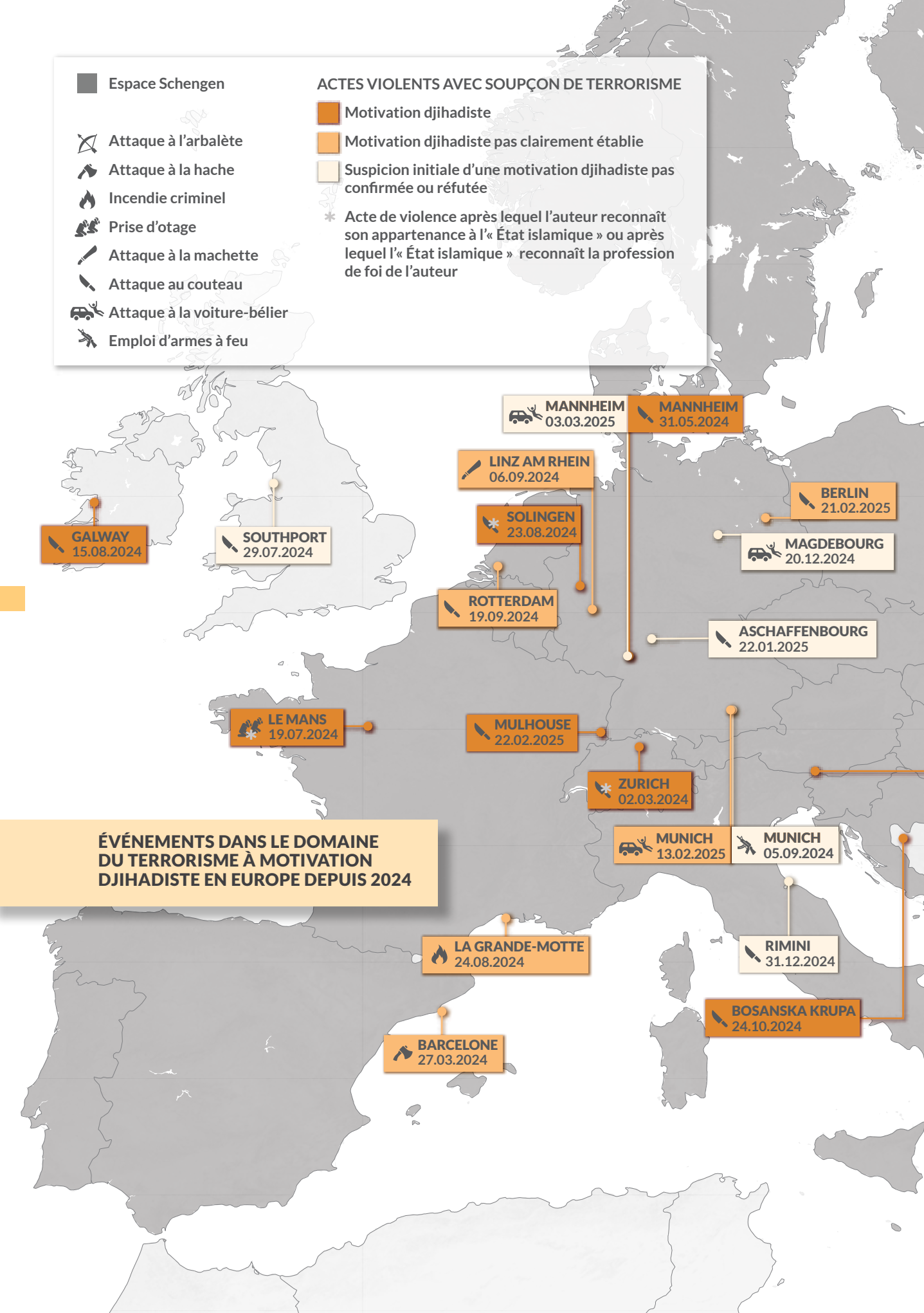
La guerre persistante à Gaza continue d'attiser des réactions antisémites en Europe. Celles-ci débouchent régulièrement sur des plans d'attentats ou des actes de violence dirigés contre des synagogues ou des représentations israéliennes. Les motifs liés au djihadisme ne jouent dans ces cas-là qu'un rôle secondaire. Il arrive toutefois de plus en plus souvent que des jeunes suspects mélangent des déclarations djihadistes avec d'autres idéologies, comme par exemple l'extrémisme de droite.

La menace terroriste demeure élevée. Elle devient plus diffuse puisque, toujours plus souvent, les attentats ne sont plus commis suivant des motivations djihadistes claires. Le phénomène de la radicalisation djihadiste en ligne continuera de marquer la menace terroriste en Suisse.

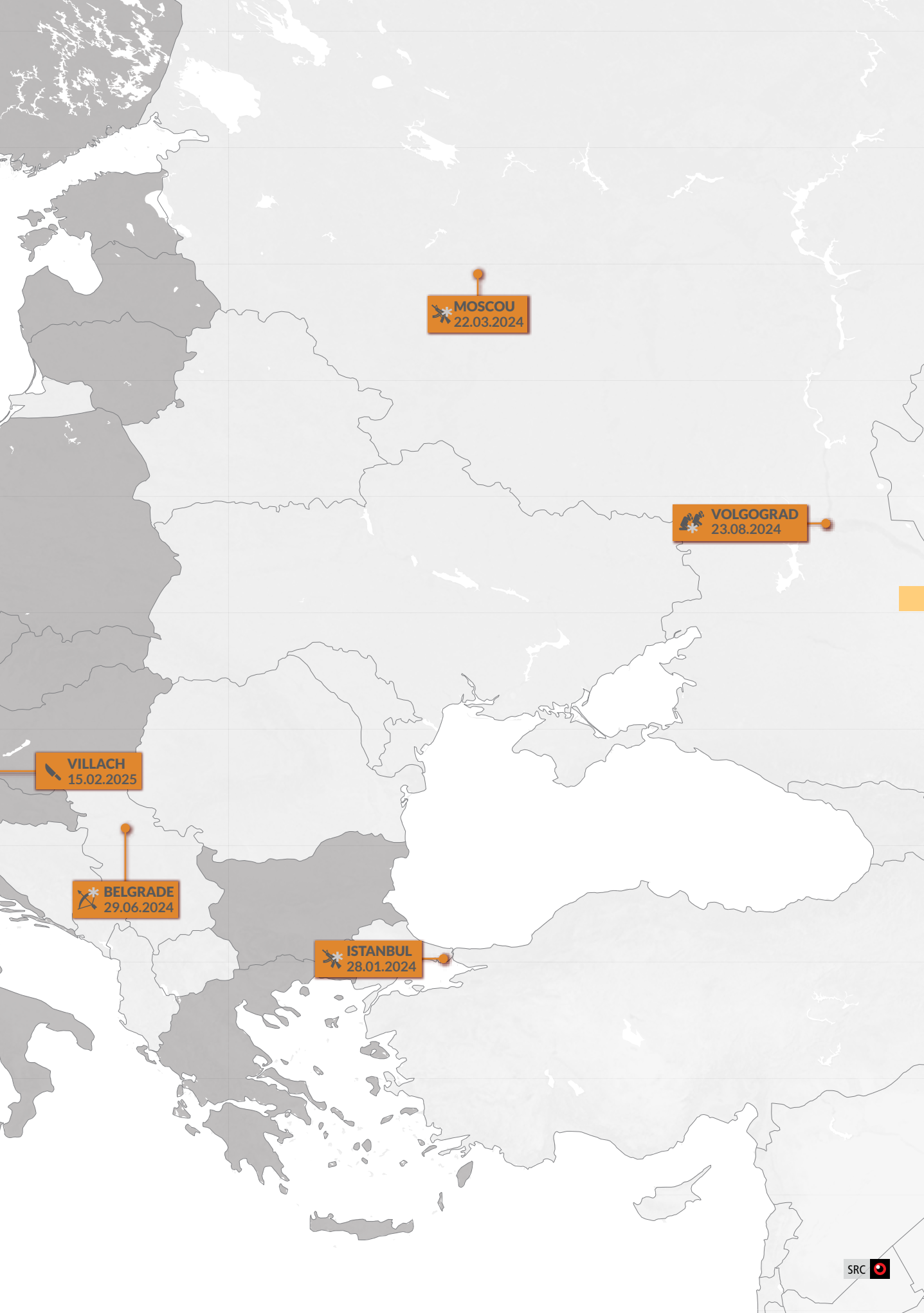
En Suisse, la menace terroriste la plus importante émane toujours d'individus isolés ou de petits groupes d'inspiration djihadiste qui commettraient spontanément des actes de violence avec des moyens simples. Les cibles difficiles à protéger sont les plus susceptibles d'être visées par de tels actes de violence. Les intérêts juifs et israéliens sont particulièrement exposés. De grandes manifestations ou des événements attirant un public nombreux constituent aussi pour les djihadistes des occasions de traduire leurs intentions d'attentat en actes. Le 9 janvier 2025, l'organe central de propagande de l'«État islamique» a appelé à des attentats contre des foules lors de manifestations dans les pays occidentaux. Bien que la Suisse n'ait pas été mentionnée explicitement, cet appel a le potentiel d'inspirer des individus radicalisés à s'en prendre à des rassemblements de personnes de toute nature.

Des événements hostiles à l'islam, ou perçus comme tels, pourraient être des éléments déclencheurs pour des actes de violence djihadistes. Au vu des actes de violence commis dernièrement par des migrants en Europe et des tensions politiques et sociales qui en ont résulté, une dynamique encourageant des acteurs extrémistes violents de différents bords à passer à l'acte pourrait voir le jour.

Les djihadistes libérés des prisons européennes et les individus qui se sont radicalisés au cours de leur détention représentent un facteur de risque permanent. Après leur sortie de prison, ces détenus, parfois restés fidèles à leurs idées et à leurs convictions djihadistes, retournent dans leur environnement antérieur, où elles peuvent reprendre des activités terroristes ou les soutenir. Ce phénomène est aussi observé en Suisse.



ÉVÉNEMENTS DANS LE DOMAINE DU TERRORISME À MOTIVATION DJIHADISTE EN EUROPE DEPUIS 2024


MOSCOU
22.03.2024
VOLGOGRAD
23.08.2024
VILLACH
15.02.2025
BELGRADE
29.06.2024
ISTANBUL
28.01.2024
SRC

MENACE TERRORISTE AU NIVEAU MONDIAL

Depuis l'effondrement du régime de Bachar el-Assad début décembre 2024, Hayat Tahrir al-Cham (HTC) constitue de facto le nouvel appareil gouvernemental en Syrie. Ce mouvement a émergé en 2017 de l'ancienne branche du noyau d'Al-Qaïda en Syrie, dont il s'est distancé vis-à-vis de l'extérieur. Figurant aujourd'hui encore sur la liste des organisations terroristes de l'ONU et de l'UE, il est également considéré comme une organisation terroriste en Suisse en raison du lien susmentionné avec Al-Qaïda. Ces dernières années, ce groupe n'a pas représenté de menace directe pour l'Europe. D'anciens voyageurs du djihad européens continuent toutefois de faire partie de ses rangs. À l'est de la Syrie, des cellules de l'«État islamique» ont en outre survécu à la défaite militaire de leur califat (voir ci-avant «Syrie: les lignes stratégiques de conflit de la région se rencontrent»).

Les principales zones d'opération de la plupart des sous-groupes et groupes régionaux affiliés les plus influents de l'«État islamique» et d'Al-Qaïda se trouvent toujours en Asie centrale et en Afrique. En 2025, plusieurs ressortissants d'États occidentaux ont été enlevés dans la région du Sahel, dont une citoyenne suisse le 13 avril 2025 au Niger.

Bien que les dirigeants du HTC se soient distanciés d'Al-Qaïda, la question de la future orientation idéologique de ses factions et de l'adoption de positions djihadistes par certaines d'entre elles reste ouverte. Si des voyageurs du djihad liés au HTC devaient revenir en Europe et en Suisse, le potentiel de menace qu'ils représenteraient ne serait pas comparable à celui de partisans de l'«État islamique». Au cas où le conflit persisterait en Syrie et si le HTC y consolidait son pouvoir, il est plutôt probable que des sympathisants du djihad seraient enclins à se rendre dans ce pays pour y soutenir le mouvement.

L'«État islamique» en Syrie se montre résistant et est en mesure de réagir avec habileté aux événements locaux. Il est probable qu'il exploitera toute marge de manœuvre s'offrant à lui et qu'il profitera de nouvelles dégradations de la situation sécuritaire régionale pour se consolider, voir pour libérer de prison des cadres et des combattants.

Si la pression exercée sur l'«État islamique» en Syrie diminue de manière significative, il est probable qu'il sera en mesure de réagir rapidement et d'augmenter ses activités. L'organisation revigorée pourrait alors faire sortir

ses cadres et ses partisans de prison, auquel cas les voyageurs du djihad ayant des liens avec la Suisse restés sur place représenteraient une menace directe pour la sûreté intérieure et extérieure de notre pays. Ils ont en effet le profil et l'expérience nécessaire pour radicaliser leur entourage en cas de retour incontrôlé en Suisse; ils sont également en mesure de planifier des attentats en Suisse ou à partir de la Suisse.

Les connexions de l'«État islamique» qui mènent ou partent du continent européen, que ce soit physiquement par le biais de filières de passeurs établies et de réseaux de soutien, ou virtuellement au travers de contacts rapidement disponibles sur Internet, représentent un facteur de risque supplémentaire.

Malgré leur orientation en premier lieu régionale, les sous-groupes et groupes régionaux affiliés de l'«État islamique» et d'Al-Qaïda en Afrique, en Asie centrale ainsi qu'au Proche et au Moyen-Orient ont la volonté et la capacité de commettre sur place des attentats contre des cibles occidentales ou d'enlever des ressortissants d'États occidentaux lorsque l'occasion se présente. Bien que la Suisse ne soit pas une cible prioritaire, des citoyens, des organisations et des entreprises suisses peuvent devenir victimes de la violence terroriste.

La migration vers l'Europe persistera. Des individus liés au terrorisme peuvent donc continuer à profiter des mouvements migratoires pour se rendre en Europe, en Suisse y compris. Cependant, il est plutôt probable qu'on trouve, parmi les acteurs terroristes et les personnes soupçonnées de terrorisme, davantage de migrants dont la radicalisation djihadiste est survenue en Europe et dont l'intégration dans la société occidentale a échoué.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Le SRC publie deux fois par année sur son site Internet des chiffres en rapport avec la lutte contre le terrorisme (personnes représentant un risque, voyageurs à motivation djihadiste et monitoring de sites Internet présentant un contenu djihadiste).

www.ddps.admin.ch
> Sécurité > Renseignement > Terrorisme

RADICALISATION DES JEUNES EN LIGNE ET LUTTE CONTRE LA PROPAGANDE EN LIGNE

La radicalisation de mineurs occupe les services de renseignement européens. Dans le domaine du terrorisme djihadiste, cette radicalisation intervient dans de nombreux cas en ligne et, comparativement aux adultes, en peu de temps. Les jeunes sont souvent flexibles idéologiquement et la fascination pour la violence joue généralement pour eux un rôle plus important que l'idéologie elle-même. Fréquemment, c'est par l'utilisation des médias sociaux que s'entame un processus de radicalisation. Et ce sont souvent sur des plateformes ouvertes que les jeunes entrent pour la première fois en contact avec des contenus djihadistes. Leur entrée dans des cercles en ligne à la fois plus radicaux et mieux protégés ne se produit que plus tard.

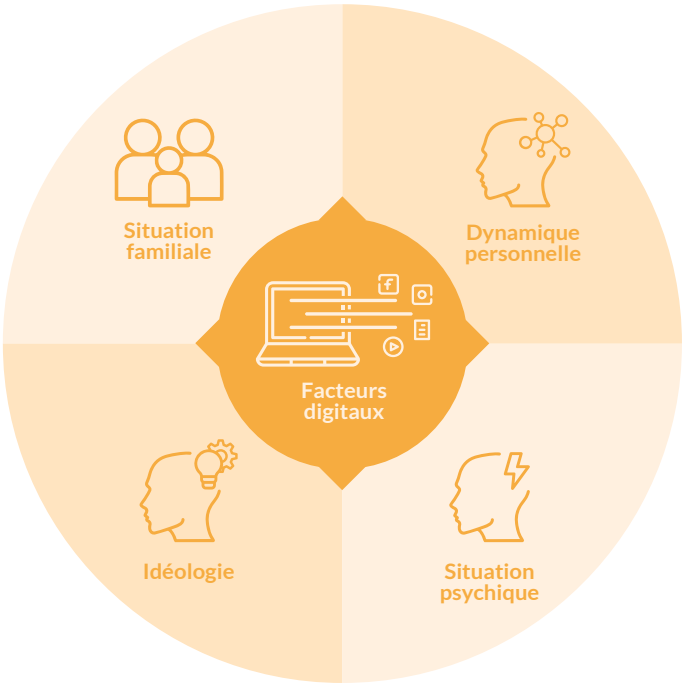
En matière de poursuite pénale et sur le plan législatif, la lutte contre les activités djihadistes sur Internet a fait de grands progrès en 2024. L'accès à la propagande djihadiste a été rendu plus difficile et les exploitants de plateformes ont adaptés leurs directives, intensifiant la lutte contre les contenus relevant du djihadistme. Les propagandistes en ligne de l'«État islamique» font toutefois preuve d'une grande capacité d'adaptation. Ils contournent ou évitent les mécanismes de contrôle, ou passent à des médias alternatifs. La résilience élevée des milieux en charge de la propagande djihadiste repose sur plusieurs facteurs:

- Des applications sont en permanence améliorées et de nouvelles plateformes offrant un anonymat maximal sont développées.
- Les jeunes générations d'utilisateurs d'Internet prennent des mesures de sécurité de plus en plus efficaces.
- Beaucoup de propagande s'est accumulée et est disponible sur Internet. Les contenus de ce type peuvent y être tant consommés qu'actualisés.

La propagande djihadiste continuera de déployer ses effets. Malgré toutes les mesures prise pour endiguer leur action, les propagandistes de l'«État islamique» trouveront toujours des moyens pour exploiter les possibilités du cyberespace.

La confrontation constante avec des contenus djihadistes, alimentée par des algorithmes appropriés, peut radicaliser et motiver des jeunes psychologiquement instables, socialement isolés ou en crise personnelle à recourir à la violence. Pour les autorités, il est difficile d'évaluer si une menace réelle émane d'un jeune, car ses motifs ne sont pas toujours tangibles. La quête d'identité caractéristique de cet âge rend parfois difficile l'évaluation du sérieux des déclarations effectuées. Afin de pouvoir réagir à temps aux processus de radicalisation, qui se déroulent souvent rapidement chez les jeunes, la sensibilisation et la collaboration avec les institutions, en particulier dans le domaine scolaire et social ainsi qu'avec la police de proximité, restent essentielles. Le phénomène de la radicalisation de jeunes demeurera un risque important en Suisse.

Facteurs d'influence intervenant dans la radicalisation des jeunes



SRC

TERRORISME ETHNO-NATIONALISTE

PKK

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui se considère comme le principal représentant des Kurdes ainsi que de la région autonome du nord-est syrien, mène en Europe un combat avant tout non violent pour la reconnaissance de l'identité kurde dans les régions kurdes de Turquie, de Syrie, d'Irak et d'Iran. En Suisse, le PKK collecte des fonds clandestinement, fait de la propagande et organise des camps dévolus purement à la formation idéologique et au recrutement. De violents affrontements entre des partisans du PKK et des nationalistes turcs ou des partisans du président turc se produisent également en Suisse.

Malgré de violentes protestations isolées et un certain potentiel de tensions, il est probable que le PKK s'en tienne à son principe de renoncement à faire usage de violence en Europe. Il poursuit en effet l'objectif d'être retiré de la liste des organisations terroristes de l'UE. En Suisse, le PKK poursuivra ses activités en partie clandestines.

Avec la nouvelle situation en Syrie et les avancées tant turques que soutenues par la Turquie contre la région autonome dirigée par les Kurdes dans le nord-est syrien qui vont de pair, un activisme accru du PKK peut se manifester en Suisse. L'auto-dissolution annoncée le 12 mai 2025 met le PKK à rude épreuve, occasionnant des luttes de pouvoir internes jusqu'en Europe. En Suisse, des changements ne doivent pas être attendus pour le moment. Les représentations et les établissements turcs restent des cibles potentielles pour le PKK.

HEZBOLLAH

Le Hezbollah entretient en Suisse un réseau au sein de la diaspora chiite libanaise qui soutient l'organisation dans ses affaires communautaires et politiques. Certaines personnes au sein de ce réseau pourraient aussi être sollicitées pour soutenir des actions terroristes menées par l'organisation. En décembre 2024, les deux Chambres fédérales ont adopté une motion visant à interdire le Hezbollah en Suisse et ont chargé le Conseil fédéral de sa mise en œuvre.

La menace que représente le Hezbollah libanais en Europe continue de dépendre de l'intensité du conflit entre Israël et le Hezbollah, d'une part, entre l'Iran et les États que ce pays considère comme hostiles, d'autre part. Les revers que le Hezbollah a subis en 2024 ont toutefois réduit, en dehors du Proche et du Moyen-Orient, la probabilité qu'il mène des actions contre des personnes ou des intérêts israéliens ou juifs. Le Hezbollah doit se concentrer sur sa réorganisation. Cette réorientation peut toutefois changer à nouveau à court terme.

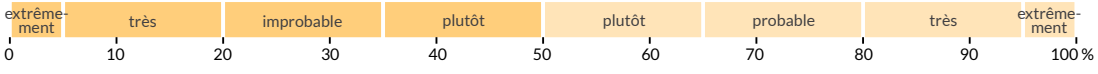
HAMAS

Le 20 décembre 2024, les Chambres fédérales ont adopté la loi fédérale interdisant le Hamas et les organisations apparentées. Avec l'entrée en vigueur de cette loi, les autorités fédérales disposent des instruments nécessaires pour lutter contre les activités du Hamas ou le soutien apporté à cette organisation – principalement par le biais de financements – en Suisse.

Jusqu'à récemment, le Hamas n'avait jamais envisagé d'activités terroristes en dehors d'Israël et du territoire palestinien occupé. De telles actions ne faisaient pas partie de sa doctrine. Son réseau international se concentrait essentiellement sur des questions politiques et de financement.

Ces derniers mois, des planifications d'attentats en Europe ont été attribués au Hamas. La confirmation de telles démarches signifierait une nouvelle menace pour les intérêts juifs et israéliens en Europe, et donc aussi en Suisse. En général, la menace émanant du Hamas dépend de l'évolution du conflit au Proche-Orient.

Échelle de probabilité



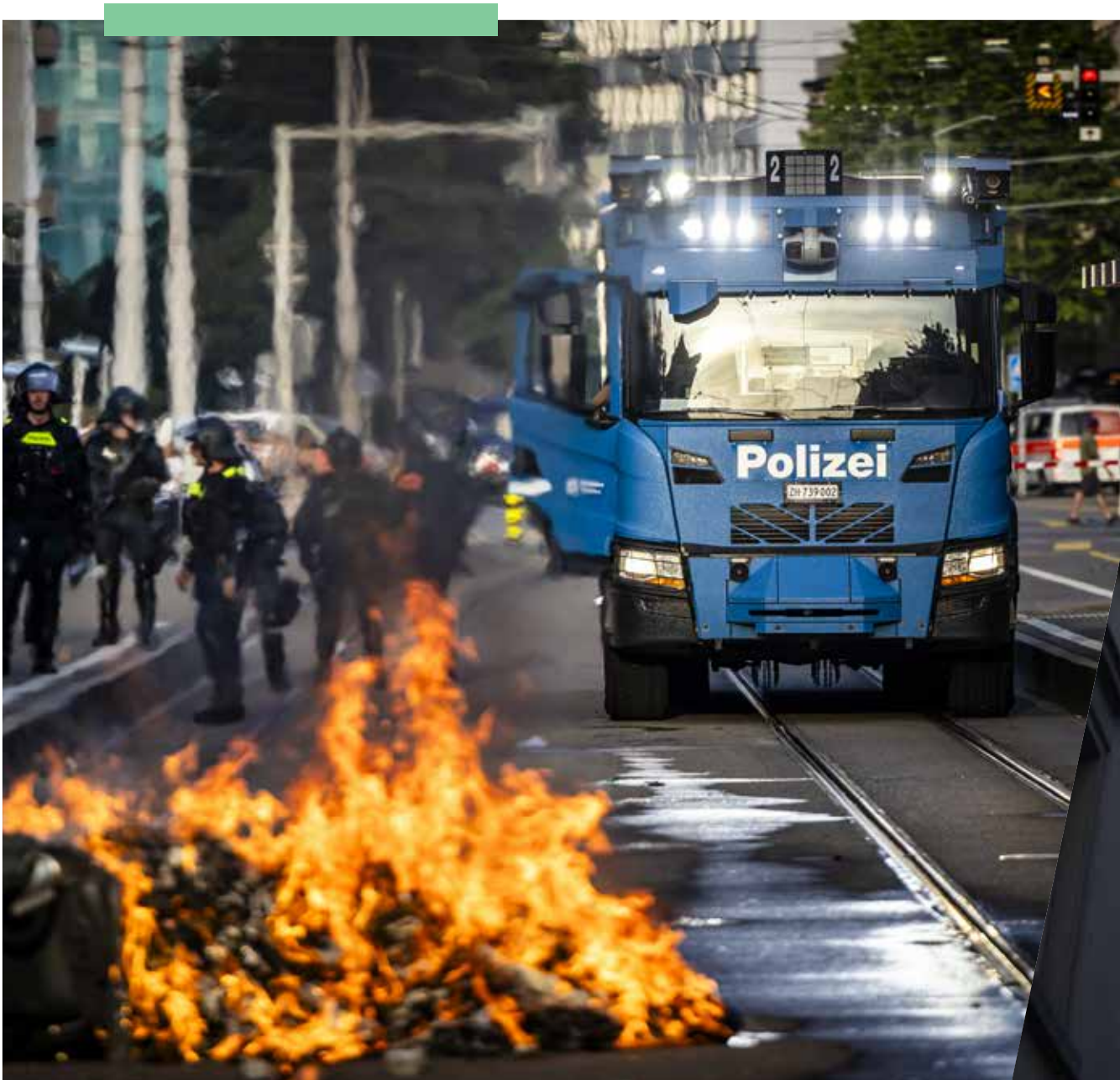


Illustration 5

EXTRÉMISME VIOLENT

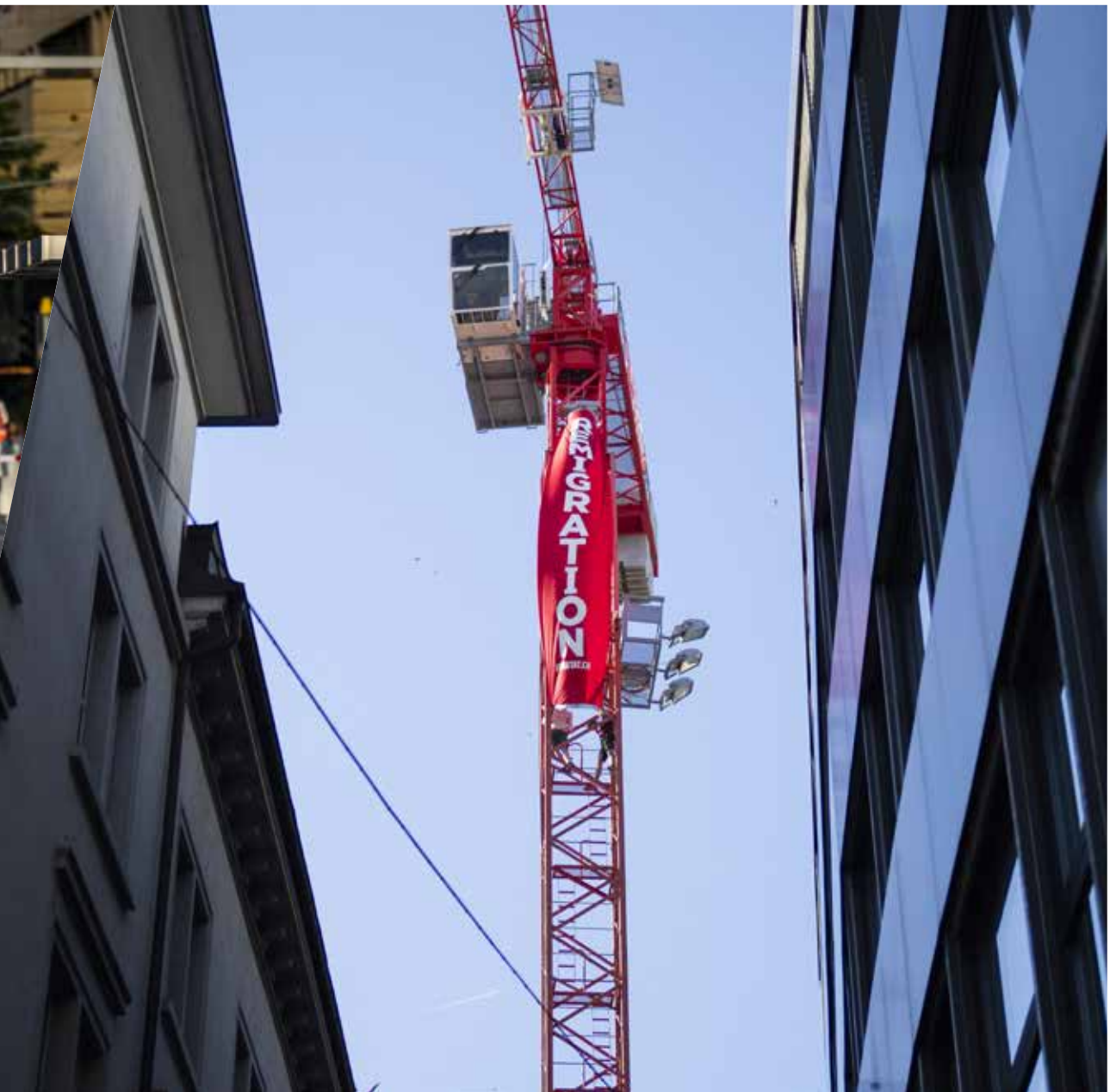
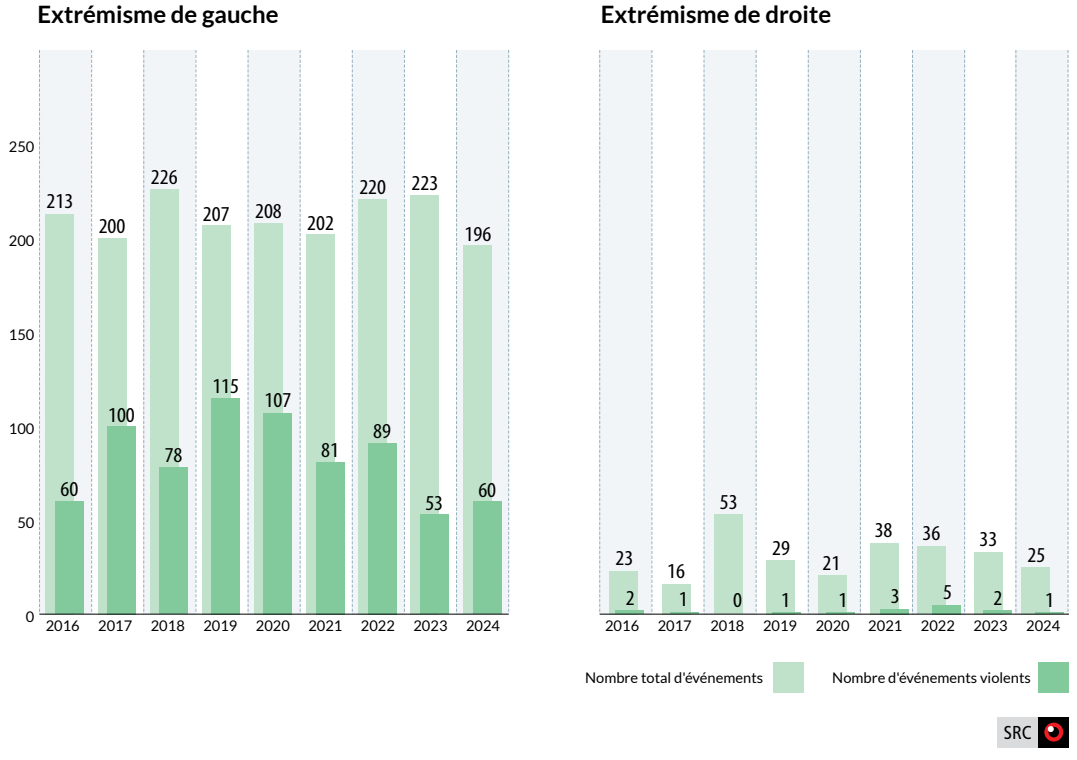


Illustration 6

MENACE STABLE À UN NIVEAU ÉLEVÉ

Seuls des changements marginaux sont observés dans les milieux d'extrême gauche et d'extrême droite violents. Cela vaut aussi bien pour les thèmes exploités par ces deux milieux que pour les formes d'action propres à chacun d'entre eux. La menace qui émane d'eux reste stable à un niveau élevé. Les activistes de ces deux milieux orientent leurs actions d'après l'actualité mondiale, mais selon une intensité différente. Il est très probable que les groupes les plus actifs maintiennent leur stratégie et leurs formes d'actions. Certains protagonistes de ces deux milieux suivent des formations et des entraînements d'arts martiaux. Dans les milieux d'extrême droite violents, il existe de plus une certaine affinité pour les armes.

Événements motivés par l'extrémisme violent annoncés au SRC depuis 2016
(sans les graffitis)



Aucun signe de changement significatif n'est à relever dans les milieux d'extrême gauche violents. Ils vont continuer à donner une haute priorité à l'antifascisme entendu au sens large ainsi qu'à la lutte pour la cause kurde. D'autres changements au niveau de la situation internationale, par exemple les développements dans le conflit au Proche-Orient, ne seront pris en compte que secondairement. Certains membres continueront cependant à poster des appels à manifester ou à lancer eux-mêmes de tels appels en lien avec le conflit au Proche-Orient. Le potentiel de violence des milieux d'extrême gauche violents est élevé et ils peuvent mobiliser leurs membres spontanément. À l'avenir comme aujourd'hui, les actes de violence seront dirigés en priorité contre des biens matériels, mais des engins explosifs et incendiaires non conventionnels peuvent également être utilisés. Quelques individus issus de ces milieux en Europe ont acquis dans les territoires kurdes des capacités pour commettre de tels attentats dans leur propre pays. La violence contre des personnes s'exerce en premier lieu contre les forces de l'ordre. Le recrutement de nouveaux activistes devrait s'avérer plus difficile, car la volonté d'un engagement intensif et à long terme semble de plus en plus fréquemment manquer. Les milieux d'extrême gauche violents ne disposent pas du potentiel nécessaire pour affaiblir la démocratie et les principes fondamentaux de l'État de droit, ni pour empêcher leurs adversaires politiques de participer aux processus démocratiques.

Les milieux d'extrême droite violents resteront actifs. La plupart de leurs rencontres n'ont pas lieu en public, mais se tiennent de façon clandestine. Quelques groupes poursuivront leurs tentatives d'obtenir une certaine publicité en se saisissant de thèmes politiques d'actualité lors d'actions non violentes ou de vidéos diffusés sur Internet. Les extrémistes de droite recourent à la violence lors de rencontres avec des personnes issues des milieux d'extrême gauche ou lorsque celles-ci les attaquent.

Les cas de mineurs et de jeunes adultes qui se radicalisent en ligne et développent des intentions terroristes vont continuer à augmenter. À cet égard, ce sont des groupes de discussion protégés liés à l'accélérationnisme, dans lesquels sont partagées des publications illustrant la violence de manière radicale et mettant en scène l'intention de la mettre en œuvre sans retenue, qui retiennent particulièrement l'attention. La détection de tels cas représente un défi de taille en raison tant du caractère international de ces plateformes que de la possibilité d'y recourir de manière anonyme.

Échelle de probabilité

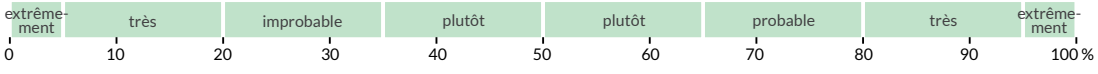


Illustration 7

PROLIFÉRATION

RUSSIE

En dépit des sanctions occidentales en vigueur, qui se voient constamment étendues, l'industrie de l'armement fonctionne encore suffisamment bien en Russie pour permettre la poursuite de la guerre contre l'Ukraine et étayer les scénarios occidentaux relatifs à un élargissement du conflit. Cette guerre d'usure nécessite des quantités très importantes de machines-outils, de matières premières, de moyens de maintenance, de pièces détachées, ainsi qu'une logistique efficace. Les biens dont la Russie a besoin sont extrêmement variés. Ils sont achetés auprès d'États amis, ou toujours acquis dans des pays occidentaux en contournant les sanctions, et la Russie dispose encore des moyens financiers nécessaires.

On ne constate pas de diminution de ces efforts, et il n'y a pas d'alternative pour la production ou le développement de ces biens pour l'instant. Malgré la forte augmentation des exportations de machines-outils chinoises vers la Russie, l'intérêt et les besoins russes vis-à-vis de biens fabriqués dans les pays occidentaux, dont la Suisse, restent soutenus. Le risque le plus important d'acquisition et d'acheminement clandestins de biens vers la Russie repose toujours sur des entreprises privées dans des États tiers. Tous les États qui n'ont pas adopté les sanctions prises contre la Russie sont concernés.

L'exportation de machines-outils et d'autres biens à double usage vers la Russie étant interdite depuis mars 2022, celle-ci adopte une nouvelle approche : en plus de la réexportation de bien acquis légalement dans des États tiers, elle fait livrer et installer dans ces derniers des machines dont la production est ensuite envoyée directement en Russie.

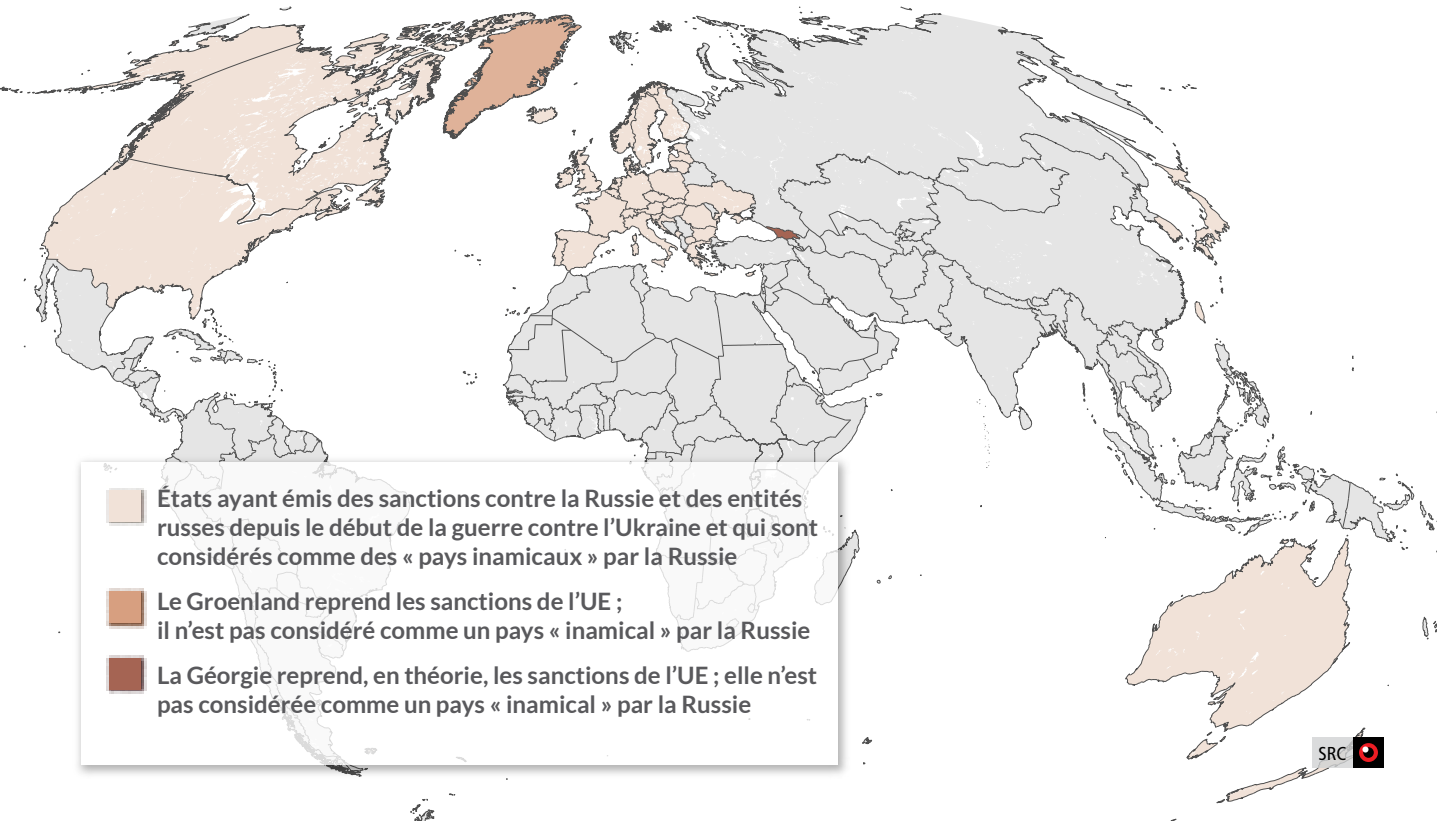
Dans ce contexte, il est pratiquement impossible, pour les autorités suisses, de suivre les biens qui ont été produits par une machine-outil suisse. C'est un défi comparable à celui que représente le contrôle des biens qui font l'objet de sanctions, mais ne sont pas listés. Il s'agit principalement de biens industriels produits en grande série, qui sont également achetés en très grandes quantités via des États tiers pour les besoins de l'industrie russe de l'armement, puis intégrés dans des systèmes d'armes utilisés en Ukraine. C'est notamment le cas des puces électroniques.

Le SRC soutient le Secrétariat d'État à l'économie en matière de contrôle des exportations de biens à double usage. Il examine les chaînes d'approvisionnement de biens ne figurant pas sur les listes afin d'empêcher les transferts à grande échelle vers la Russie. Il sensibilise également les entreprises qui fabriquent en Suisse et au Liechtenstein des produits dont la Russie a besoin et qui se trouvent donc exposées aux tentatives d'acquisition.

Il ne faut pas s'attendre à ce que la Russie change de stratégie ou amoindrisse ses efforts pour acquérir des biens occidentaux, dont des biens suisses. Elle continuera de se servir de tous les canaux existants pour assurer le fonctionnement de son industrie de l'armement et saisira toutes les opportunités de les développer. Pour lutter contre ce nouveau phénomène de soutien à la production russe via l'étranger, la communauté internationale doit encore trouver des méthodes et des réponses. À cet égard, la Chine représente un défi majeur. La Suisse a en effet conclu un accord de libre-échange avec elle, de sorte que le volume des exportations est élevé.

Les pays industrialisés en Occident sont désormais fortement sensibilisés aux méthodes employées par les pays sanctionnés, en particulier la Russie, pour acquérir des biens. Les échanges internationaux sont très soutenus, et l'objectif de freiner l'industrie russe de l'armement est pris au sérieux. En revanche, l'objectif de l'affaiblir au point de forcer la Russie à mettre fin à la guerre contre l'Ukraine est loin d'être atteint.

Sanctions contre la Russie et des entités russes



IRAN

Dans les mois qui ont précédé l'attaque lancée par Israël en juin 2025, l'Iran avait continué d'agrandir ses installations d'enrichissement d'uranium et avait augmenté ses stocks d'uranium hautement enrichi. Le temps qu'il lui aurait fallu pour se doter de l'arme nucléaire ne s'en trouvait cependant pas écourté de manière significative. Il est probable que l'Iran aurait eu besoin d'encore quelques mois au moins pour construire une arme fonctionnelle. Dans une résolution du 12 juin 2025, le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique a reproché à l'Iran de ne pas remplir les obligations lui incombant en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Le peu d'efficacité de la défense antiaérienne iranienne face aux frappes israéliennes a été patent, tant lors de l'opération d'Israël en réplique aux attaques militaires directes de l'Iran en avril et en octobre 2024 que lors des attaques israéliennes de juin 2025. Celles-ci ont touché, entre autres, des sites nucléaires, des installations en lien avec le programme de missiles iranien ainsi que des infrastructures industrielles importantes du point de vue militaire.

Eu égard à plusieurs technologies clés, l'Iran avait continué de réduire sa dépendance vis-à-vis des États occidentaux. Malgré ce fait, ce pays a encore tenté d'acquérir des biens en Suisse. Le contrôle multilatéral des biens n'était, à lui seul, plus décisif pour mettre un terme au programme de missiles iranien ou empêcher l'Iran de construire une arme nucléaire. À cela s'est ajouté le partenariat économique conclu avec la Russie, dont l'Iran ne tire pas que des bénéfices financiers.

Les frappes aériennes israéliennes de la mi-juin 2025 rendent l'avenir du programme nucléaire iranien incertain. Bien que plusieurs sites nucléaires iraniens aient été touchés, la capacité d'enrichissement de l'uranium n'aurait été entravée que de manière limitée, selon les informations à disposition au moment de clore la rédaction de ce rapport. Si les dirigeants iraniens parviennent à résister à la pression militaire israélienne, et probablement aussi américaine, ils pourraient se voir contraints de se retirer du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et chercher par tous les moyens à développer l'arme nucléaire. Dans le cadre de ses activités scientifiques menées au tournant du millénaire, il est extrêmement probable que l'Iran ait déjà effectué les recherches adéquates. Il ne lui faudrait donc que quelques mois pour mettre en place une dissuasion nucléaire minimale. Cependant, la perte de savoir-faire résultant de la disparition de scientifiques iraniens actifs dans le domaine du nucléaire est difficile à évaluer, et la question de savoir à quel point ces éliminations ciblées affecteront le programme nucléaire iranien reste ouverte. Il est probable que les conséquences des attaques israéliennes entraîneront un ajournement des activités de prolifération de l'Iran.

La guerre entre Israël et l'Iran interfère avec les développements sur la scène internationale autour du dossier du nucléaire iranien. Dans le cadre des négociations avec les États-Unis en vue d'un nouvel accord, l'Iran a signalé que sa capacité à enrichir lui-même l'uranium n'était pas négociable. Alors qu'Israël exigeait le démantèlement complet de cette capacité, la position des États-Unis à cet égard s'est révélée contradictoire. En octobre 2025, la résolution 2231 des Nations Unies arrivera à expiration. Il en résultera la fin du mécanisme dit «snapback», grâce auquel l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne (E3) auraient encore eu, du moins en théorie, un moyen de pression. Après l'escalade militaire, ce mécanisme a désormais perdu en importance. Il est dès lors très probable que les États européens ne joueront qu'un rôle secondaire dans d'éventuelles futures négociations.

CORÉE DU NORD

La Corée du Nord poursuit ses programmes d'armes nucléaires et de missiles. Elle tente également d'acquérir des biens occidentaux, y compris en provenance de Suisse. En 2024, elle a réalisé au moins 18 tests de missiles au cours desquels plus de 60 missiles ont été tirés. Ces tests ont entre autres mis l'accent sur les systèmes de courte portée à carburant solide, pouvant servir de vecteurs à l'arme nucléaire. Les missiles balistiques à carburant solide sont plus intéressants sur le plan militaire que ceux à carburant liquide, notamment en raison de leur meilleure capacité de survie et de réaction. La Corée du Nord a intensifié sa collaboration avec la Russie et approvisionne désormais aussi son voisin en missiles balistiques de courte portée.

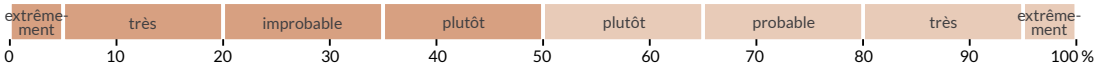
La Corée du Nord tente d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés en matière de développement de technologies plus avancées pour les véhicules de rentrée. Ces technologies pourraient s'avérer problématiques pour la défense antiaérienne d'un adversaire et ainsi avoir un effet déstabilisant. Par ailleurs, un grand nombre de systèmes de vecteurs de courte portée sont désormais opérationnels et déployés le long de la frontière avec la Corée du Sud. En cas d'escalade dans la péninsule, la Corée du Nord pourrait ainsi mener des frappes massives contre des cibles dans la zone urbaine de Séoul.

La Corée du Nord augmente aussi bien ses capacités d'enrichissement de l'uranium que de production de plutonium. Le développement d'un sous-marin à propulsion nucléaire doté de missiles balistiques continue également.

Les progrès de ses programmes d'armement stratégiques et l'intensification de sa collaboration avec la Russie, superpuissance nucléaire, renforceront la Corée du Nord dans sa conviction qu'elle n'a pas besoin de conclure un accord avec les États occidentaux. Elle fera son maximum pour accroître la production de matières fissiles destinées aux armes nucléaires et poursuivra l'opérationnalisation des systèmes de vecteurs à carburant solide de toutes les portées. La Corée du Nord poursuivra également son programme spatial afin de disposer de sa propre capacité de reconnaissance satellitaire.

De son côté, la Corée du Sud réagit aux efforts d'armement soutenus de son voisin en investissant massivement dans le domaine des missiles balistiques et des moyens de les contrer. Le durcissement de la rhétorique de part et d'autre, les tensions politiques internes en Corée du Sud et l'opérationnalisation croissante des systèmes de vecteurs nord-coréens conçus pour un conflit entre Nord et Sud augmentent le risque d'une escalade involontaire, mais lourde de conséquences, dans la péninsule coréenne.

Échelle de probabilité



Que voit le SRC?
Que prévoit le SRC?

Illustration 8

ESPIONNAGE

ESPIONNAGE : DES TENDANCES QUI PERDURENT

Les actions de sabotage pilotées par des États, l'acquisition de biens sous sanctions, les attaques contre des positions militaires, les attaques aériennes contre des infrastructures critiques, ou encore les assassinats de membres de l'opposition, de journalistes ou de cadres de haut rang de l'armée adverse ont un dénominateur commun : ils sont le fruit d'un travail de renseignement, et en premier lieu de la pratique de l'espionnage. Les informations sont collectées et analysées des années auparavant, bien souvent en période de paix. Les guerres, qu'il s'agisse de celle menée par la Russie contre l'Ukraine ou de celle au Proche-Orient, fournissent en permanence de nouveaux exemples de travail de renseignement couronné de succès.

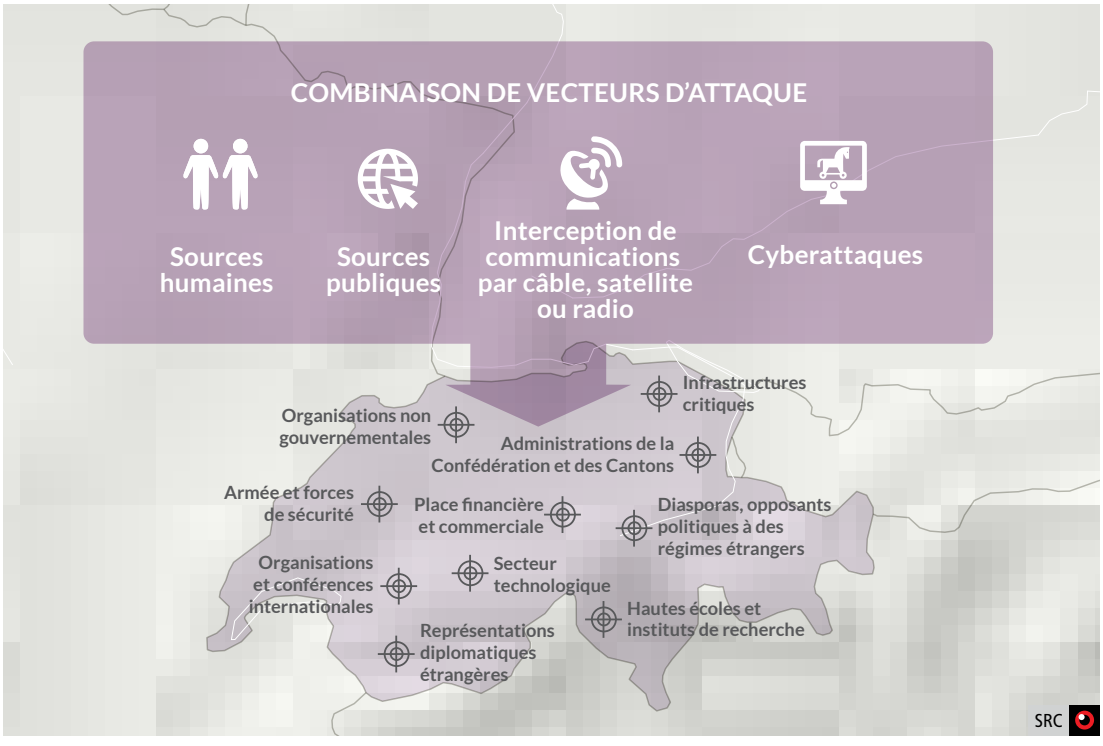
Les services de renseignement assistent par ailleurs leurs gouvernements par la collecte et l'analyse d'informations stratégiques. Au nombre de celles-ci figurent les intentions et capacités de leurs concurrents et ennemis, mais aussi celles de leurs partenaires et alliés. En cas de conflit, ces informations et évaluations gagnent en importance, d'autant plus que les échanges d'informations politiques et diplomatiques se voient alors restreints. Elles sont obtenues par l'intermédiaire de sources humaines et d'une multitude de dispositifs techniques comme des micros, des appareils de localisation et des satellites. Les services de renseignement s'introduisent dans les réseaux électroniques et interceptent les communications par câble ou ondes radio.

En matière d'espionnage, les services de renseignement des grandes puissances continuent de mener le jeu. Ils disposent d'immenses moyens humains, financiers et techniques. En Europe, la principale menace émane des services russes et chinois. Comme nombre d'autres services (surtout ceux d'États autoritaires), les services de renseignement russes et chinois ne se contentent pas d'espionner : ils jouent également un rôle de premier plan dans le cadre d'autres activités comme la répression transnationale, l'acquisition de biens, la propagande, les activités d'influence et, particulièrement dans le cas de la Russie, le sabotage et les assassinats ciblés, tant sur leur territoire national qu'à l'étranger. Sur le plan de la politique intérieure, ces services assurent par ailleurs la stabilité des systèmes dont ils émanent.

Dans le contexte actuel, marqué par les guerres et les conflits, il est extrêmement probable que les moyens et les compétences d'une multitude de services de renseignement soient renforcés. En parallèle, on constate depuis plusieurs années que les États durcissent leur législation relative aux actions d'acteurs étrangers, notamment en ce qui concerne les activités d'influence. Cette tendance devrait perdurer.

Dans ces circonstances, l'espionnage gagnera encore en importance. Compte tenu des menaces émanant de la Russie et de la Chine, un défi pour nombre d'États européens consistera à ne pas négliger celle que représentent l'espionnage et les activités de renseignement menées par d'autres États. Une multitude de services de renseignement, en particulier ceux d'États africains et asiatiques, resteront en effet actifs en Europe.

Vecteurs d'attaques et cibles d'espionnage en Suisse



L'ESPIONNAGE EN SUISSE

La menace liée à l'espionnage demeure élevée en Suisse. La Suisse constitue depuis plusieurs décennies une importante zone d'opération en Europe, car elle abrite une multitude de cibles intéressantes. De nombreux États ont envoyé du personnel de leurs services de renseignement en Suisse de manière dissimulée. Tandis que certaines personnes sont au bénéfice d'une autorisation de séjour, d'autres ne restent que brièvement sur le territoire suisse, le temps par exemple de rencontrer leurs sources. Elles se font alors passer pour du personnel diplomatique, des hommes ou femmes d'affaires, des journalistes ou encore des touristes.

La Russie et la Chine continuent de constituer les principales menaces pour la Suisse en matière d'espionnage. Leurs services entretiennent encore une forte présence en personnel dans notre pays, de même que des postes sous couverture diplomatique au sein de leurs représentations.

Contrairement aux services de renseignement de nombreux autres États, qui espionnent principalement des membres de leur propre diaspora, la Chine et la Russie disposent de suffisamment de moyens pour traiter d'autres cibles. Parmi celles-ci figurent des autorités fédérales, des corps de police, des entreprises, des organisations internationales, des représentations diplomatiques étrangères, des journalistes, des hautes écoles, des universités et d'autres instituts de recherche. Pour ce faire, les services de renseignement se servent de réseaux humains développés de longues années durant, mais également de moyens techniques.

Des organisations et ressortissants suisses sont en outre également victimes d'actes d'espionnage à l'étranger Toutes les personnes qui disposent d'accès privilégiés à des zones sensibles, qui sont employées par des autorités de sécurité, qui sont des personnalités du monde politique, économique ou scientifique, ou qui entretiennent des relations étroites ou collabo-

COURT MÉTRAGE SUR L'ESPIONNAGE ÉCONOMIQUE EN SUISSE

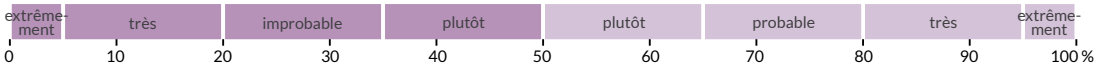
www.ddps.admin.ch
> Sécurité > Renseignement > Espionnage économique

rent avec de telles personnes, sont particulièrement exposées, de même que les organisations internationales et les organisations non gouvernementales. Dans des États qui disposent de régimes stricts de lutte contre l'espionnage, certains ressortissants d'autres États sont par ailleurs systématiquement soupçonnés d'espionnage.

Dans ces circonstances, la Suisse reste une zone d'opération privilégiée pour l'espionnage et d'autres activités de renseignement. La Chine et la Russie demeurent les principaux acteurs de cette menace. Ces deux États ont des besoins en informations axés sur le long terme qu'ils peuvent satisfaire, entre autres, en Suisse. Les relations que la Suisse entretient avec la Chine et la Russie ainsi que ses positions à leur égard, tout comme d'ailleurs à l'égard de l'UE, des États-Unis et de l'OTAN revêtent un intérêt stratégique à leurs yeux. C'est le cas également des capacités militaires nationales. En Suisse, les services de renseignement russes et chinois vont par ailleurs continuer à mener des opérations dirigées contre des États occidentaux, y compris des activités et des préparatifs dans le cadre de la guerre hybride. Le risque que la Suisse soit utilisée pour préparer ou commettre des enlèvements, des actes de sabotage et des attentats à l'étranger augmente, par exemple dans le cadre de la guerre hybride intensifiée contre les États occidentaux.

Il ne faut pas non plus s'attendre à ce que les activités d'espionnage de divers services de renseignement à l'encontre de leurs diasporas diminuent. Ces activités se focalisent sur les journalistes en exil et les personnes qui s'opposent au pouvoir politique dans leurs pays d'origine, ce qui leur confère de l'influence. La Genève internationale restera un centre névralgique pour les activités d'espionnage.

Échelle de probabilité



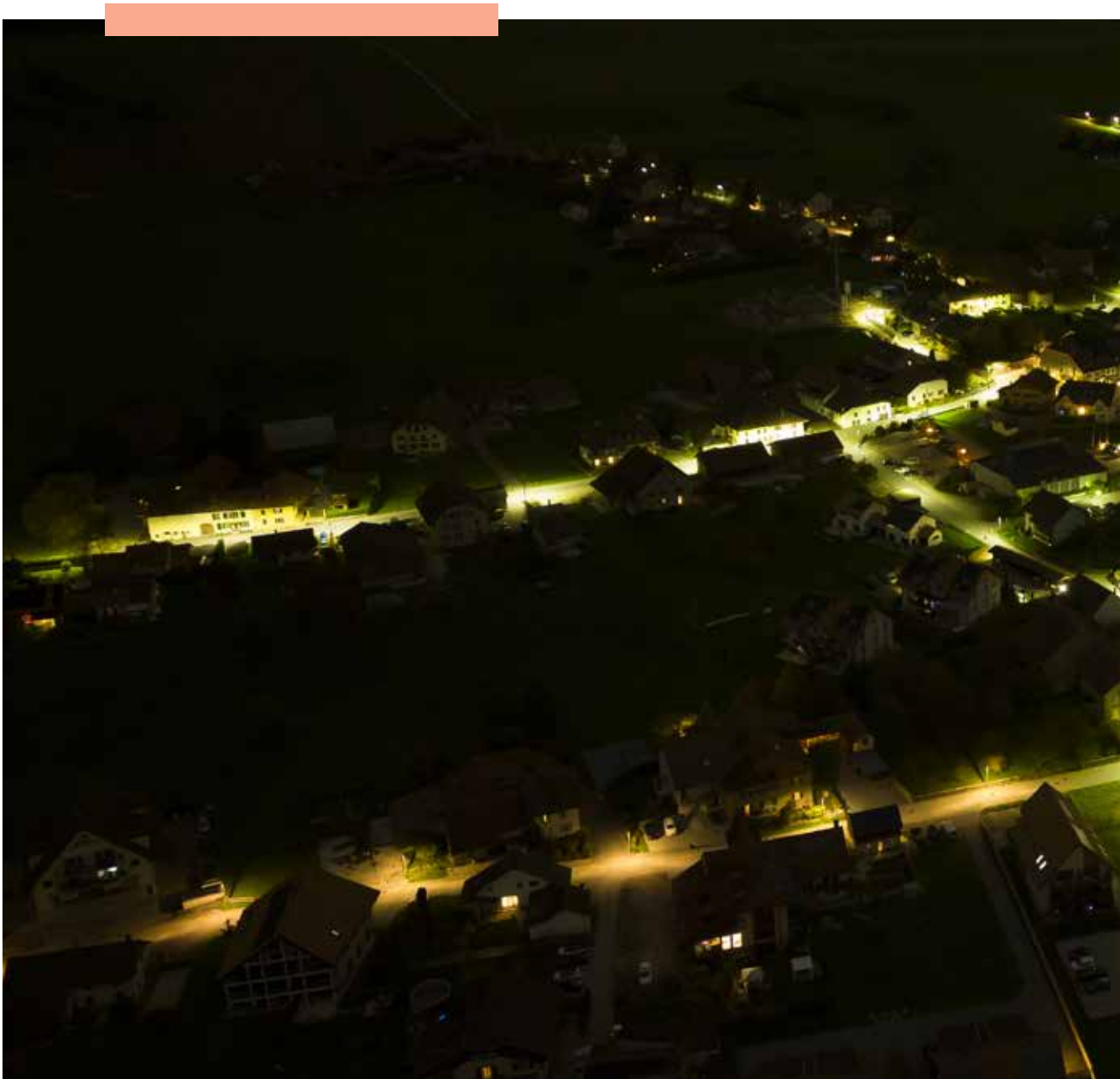


Illustration 9

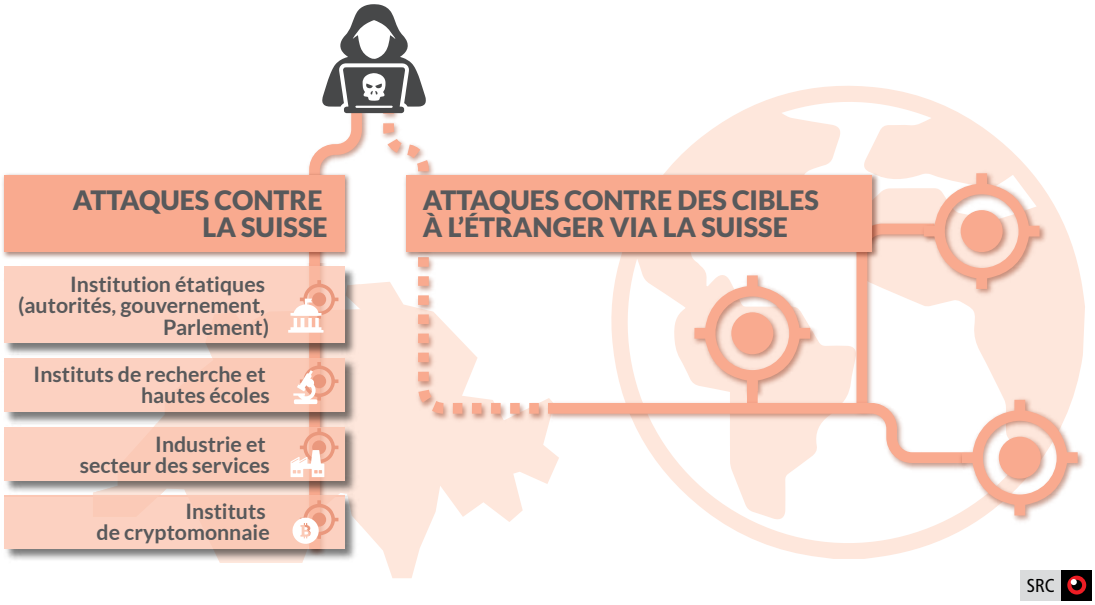
MENACE CONTRE LES INFRASTRUCTURES CRITIQUES

LA MENACE EN GÉNÉRAL

Les cyberattaques constituent une menace significative pour les exploitants d'infrastructures critiques en Suisse. La guerre contre l'Ukraine reste un facteur d'influence déterminant dans ce contexte: les cyberacteurs étatiques russes poursuivent souvent les intérêts stratégiques de la Russie dans le cadre de cette guerre. La numérisation et la technologie progressent, non sans conséquences: le nombre d'appareils connectés à Internet, et par conséquent le nombre de vecteurs d'attaque potentiels, augmente, les activités d'espionnage sont automatisées et l'intelligence artificielle assiste la programmation, voire y procède intégralement. La surface d'attaque augmente, de même que les capacités des attaquants.

L'une des menaces principales pour les exploitants d'infrastructures critiques émane du cyberespionnage étatique ainsi que des attaques par rançongiciel lancées par des cyberacteurs criminels motivés par l'appât du gain. Cela dit, des attaques de cybersabotage ciblées, lancées par des groupes étatiques contre les infrastructures critiques de la Suisse, revêtiraient un potentiel de dommages directs beaucoup plus élevé. Bien qu'elles soient extrêmement improbables à l'heure actuelle, leur probabilité augmenterait rapidement en cas de conflit direct avec un autre État. La Suisse abrite par ailleurs une multitude d'infrastructures dont les pannes ou les perturbations sont susceptibles d'entraîner des répercussions considérables sur les pays voisins et d'autres États de l'UE ou de l'OTAN, et pourraient influencer ou menacer leur sécurité d'approvisionnement.

Cyberattaques étatiques ayant un lien avec la Suisse



Ces infrastructures pourraient être attaquées – par le biais de moyens cinétiques ou cyber – dans le cadre de conflits hybrides afin de toucher spécifiquement d'autres États, alliances ou institutions. De plus, il est en tout temps possible que des attaques de cybersabotage lancées par des cyberacteurs étrangers contre des cibles elles aussi à l'étranger provoquent des dommages collatéraux pour la Suisse. Ce constat vaut en particulier pour les attaques de cybersabotage russes contre des cibles ukrainiennes. Les groupes de hackers non étatiques font beaucoup parler d'eux grâce à leurs attaques par surcharge, y compris contre des sites Internet et des systèmes informatiques d'exploitants d'infrastructures critiques. Les attaques de ce type n'entraînent toutefois que rarement des dysfonctionnements de systèmes informatiques.

Les attaques physiques font également peser une menace sur les infrastructures critiques. Outre des acteurs étatiques, des personnes ou des groupes motivés par le terrorisme ou l'extrémisme violent pourraient également perpétrer des attaques contre des infrastructures critiques, par exemple pour attirer l'attention sur leur cause. Ils pourraient aussi vouloir nuire sévèrement à la Suisse ou à ses pays voisins par le biais du réseau d'infrastructures qui les lie. Rien n'indique actuellement que des attaques de ce type soient en cours de préparation.

MENACE LIÉE AUX CYBERACTEURS ÉTATIQUES

Des acteurs étatiques russes et chinois mènent des activités de cyberespionnage intensives contre des cibles suisses. La Suisse est également prise pour cible par des acteurs étatiques iraniens et nord-coréens, bien que plus rarement : l'Iran espionne principalement les cibles qui présentent un lien avec le Proche et le Moyen-Orient, ou avec les États-Unis. La Corée du Nord cherche avant tout à voler de l'argent sous forme de cryptomonnaies.

Les autorités en charge de la sécurité et de la politique étrangère sont particulièrement exposées à la menace du cyberespionnage. Celui-ci vise les mêmes cibles que l'espionnage classique. En revanche, on observe régulièrement différentes étapes d'opérations d'espionnage dans le cyberespace. On constate ainsi des tentatives de mettre la main sur des données personnelles non accessibles au public dans le but de trouver des adresses auxquelles envoyer des courriels d'hameçonnage (phishing), qui visent à leur tour à obtenir d'autres accès, notamment à des fins de cyberespionnage.

Les entreprises et la recherche académique dans les domaines de l'armement et des nouvelles technologies sont également très exposées, surtout si l'exportation des technologies et des biens en question vers le pays d'origine de l'attaquant fait l'objet de sanctions.

Parmi les exploitants privés d'infrastructures critiques, le secteur de l'énergie est particulièrement touché par le cyberespionnage. Les annonces dignes de crédit faisant état d'attaques de cyberacteurs étatiques chinois contre des entreprises de télécommunications, notamment aux États-Unis et en Asie du Sud-Est, se multiplient. Ces entreprises sont soit elles-mêmes prises pour cibles, soit servent de vecteurs pour des attaques contre les systèmes informatiques de leurs clients. Ces dernières années, les attaques contre et via la chaîne d'approvisionnement, et en particulier les prestataires informatiques, sont globalement en augmentation.

Actuellement, il est frappant de constater à quelle fréquence les cyberacteurs étatiques attaquent leurs cibles via des périphériques réseau, dont des routeurs et des appareils parefeu. Bien qu'ils servent entre autres à protéger les réseaux, ces appareils et systèmes sont particulièrement vulnérables lorsqu'ils sont obsolètes ou que leur logiciel n'a pas été mis à jour. Ces attaques concernent aussi bien les autorités et les entreprises que les particuliers. Des vulnérabilités «zero-day» sont de plus en plus exploitées lors des attaques contre les périphériques réseau. Ce terme signifie qu'au moment de l'attaque, seul l'attaquant a connaissance de cette vulnérabilité. Il est donc impossible, ou du moins considérablement plus difficile, de les détecter et de s'en protéger. Les systèmes critiques doivent être examinés afin de déceler s'ils ont été compromis. En tirant ainsi parti de vulnérabilités «zero-day», un cyberacteur étatique démontre son haut niveau de compétence technologique.

Des cyberacteurs étatiques étrangers exploitent par ailleurs des éléments d'infrastructure en Suisse, comme des serveurs, pour mener des activités de cyberespionnage ou des cyberopérations offensives dirigées contre des objectifs pertinents en matière de politique de sécurité dans des États tiers. Ces actions font peser un risque de réputation sur la Suisse, lequel peut également entraîner des coûts au niveau politique. Certains de ces serveurs font partie de réseaux d'anonymisation dont les attaquants se servent pour dissimuler le lieu d'origine de leurs opérations, ce qui complique leur attribution à un acteur en particulier.

Il est probable que les cyberacteurs étatiques développent rapidement leurs compétences, les cyberacteurs chinois en particulier, car ils peuvent compter sur une base technologique et industrielle solide dans le domaine de la sécurité. Ils emploient d'ores et déjà des techniques d'attaque sophistiquées. Les cyberacteurs étatiques feront appel à des instituts de recherche et des entreprises de cybersécurité privées, et recourront à de nouvelles technologies. Aujourd'hui déjà, les attaquants se servent de l'intelligence artificielle afin d'adapter plus rapidement leurs logiciels malveillants aux systèmes ciblés et à leurs vulnérabilités. Il est donc nécessaire de déployer des efforts toujours plus conséquents pour protéger les systèmes informatiques contre les cyberattaques.

Les États-Unis et d'autres États occidentaux attribuent de plus en plus souvent publiquement la responsabilité de cyberattaques à des États en particulier. Il est plutôt probable que ces dénonciations publiques augmenteront au cours des années à venir, et qu'elles incitent les États visés à faire de même. Il est également plutôt probable que des États comme la Suisse subissent parallèlement une pression accrue afin qu'ils prennent eux aussi ouvertement position quant aux auteurs de cyberattaques, en particulier lorsque des systèmes basés en Suisse ont été détournés pour des attaques à l'étranger.

Bien que les cyberacteurs étatiques se servent le plus souvent de leurs capacités à des fins d'espionnage, il est possible qu'ils se procurent des accès à des systèmes informatiques stratégiques dans le monde entier afin de les exploiter ultérieurement à des fins de sabotage.

MENACE LIÉE AUX CYBERACTEURS NON ÉTATIQUES

Parmi les cyberacteurs non étatiques, les groupes criminels russes qui lancent des attaques par rançongiciel occasionnent les dégâts les plus importants pour les infrastructures critiques. Ils provoquent des dommages financiers et menacent de publier des données confidentielles pour parvenir à leurs fins, ce qu'ils finissent souvent par faire. L'attaque peut affecter le fonctionnement d'infrastructures critiques lorsque les données sont chiffrées, mais qu'aucune copie de sauvegarde n'est disponible. Ainsi, en 2024, une attaque par rançongiciel contre une institution de formation suisse a bloqué l'accès à une multitude de systèmes informatiques. Contrairement aux groupes étatiques, les hackers motivés par l'appât du gain agissent de manière opportuniste et s'attaquent aux réseaux d'entreprises mal protégés ou à ceux de leurs prestataires informatiques. Ils sont dépourvus de tout scrupule, comme le montrent des attaques ayant visé des établissements de santé, en Suisse également.

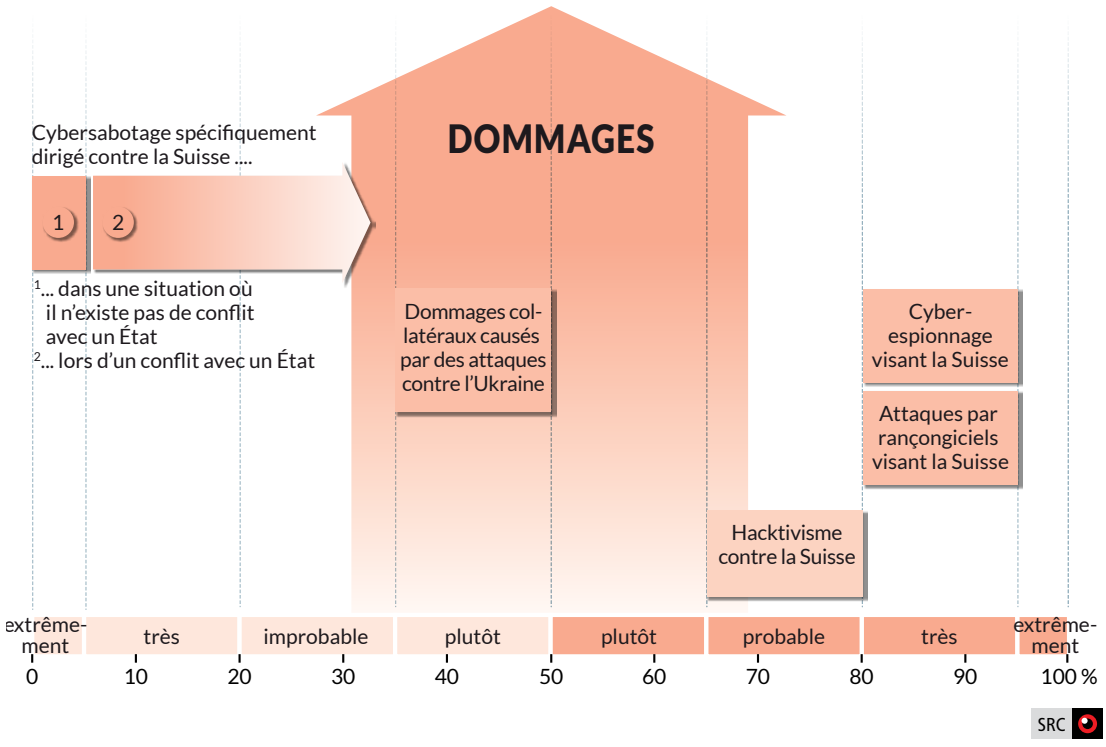
Les hacktivistes dont les motivations sont d'ordre politique veulent quant à eux attirer l'attention des médias à travers des attaques par surcharge ou la défiguration de sites Internet. Ils tentent également, bien que plus rarement, de manipuler des installations industrielles exposées et mal protégées. Les attaques lancées par des groupes pro-russes contre des cibles occidentales se distinguent particulièrement dans ce domaine. En outre, depuis octobre 2023, des hacktivistes pro-palestiniens et pro-iraniens multiplient les attaques, visant avant tout des cibles israéliennes et américaines. Il est rare que des sites Internet ou des applications soient perturbés dans ce contexte, mais plusieurs applications avaient été rendues inaccessibles pendant plusieurs heures lors de l'attaque par surcharge qui avait touché l'infrastructure informatique de l'administration fédérale suisse en janvier 2025. Les hacktivistes avaient justifié leur attaque par l'entrée en vigueur, début 2025, de l'interdiction de se dissimuler le visage.

Certains États font également appel à des hackers aux motivations criminelles ou politiques, ce qui leur permet de dissimuler leur implication dans des cyberattaques, voire de la nier si celles-ci sont révélées au grand jour.

Les cybercriminels se répartissent efficacement les tâches. Certains se concentrent par exemple sur le développement de logiciels malveillants, tandis que d'autres sont spécialisés en détection des vulnérabilités dans les systèmes. Ces logiciels et ce savoir-faire sont ensuite vendus à d'autres cybercriminels. Il est donc probable que le nombre d'attaques par rançongiciel contre des entreprises suisses reste élevé, de même que celles visant des autorités, bien que dans une moindre mesure.

Dès lors que la Suisse prend position sur le plan politique et qu'elle est perçue négativement par l'une des parties engagées dans un conflit, il est très probable que les partisans de celle-ci lancent des attaques par surcharge. À l'heure actuelle, ce schéma s'applique principalement à la guerre contre l'Ukraine et au conflit au Proche-Orient. Des attaques par surcharge lancées par des hacktivistes pro-russes ou pro-palestiniens sont également à prévoir lorsque la Suisse accueille de grands événements très médiatisés comme le Forum économique mondial (World Economic Forum, WEF), mais il est extrêmement improbable que des services critiques soient interrompus en Suisse dans ce contexte.

Cybermenaces pour la Suisse



CHIFFRES CLÉS 2024

Organigramme SRC

APPRÉCIATION DE LA SITUATION

La Suisse a besoin du SRC, car …
… le SRC identifie les menaces importantes qui pèsent sur la Suisse et en rend compte.

Les rapports d'appréciation de la situation du SRC sont remis au Conseil fédéral, à d'autres décideurs politiques et aux services compétents au sein de la Confédération et des cantons, aux décideurs militaires ainsi qu'aux autorités de poursuite pénale. Ces destinataires, à leur demande ou à l'initiative du SRC, reçoivent périodiquement, spontanément ou dans des délais établis, des informations et des connaissances, sous forme orale ou écrite, concernant tous les domaines couverts par la loi fédérale sur le renseignement (LRens) et en application de la mission de base classifiée du SRC.

Réseau de renseignement
En 2024, le SRC a apporté son soutien aux cantons au moyen de cinq réseaux de renseignement dirigés par son Centre fédéral de situation.

RAPPORTS OFFICIELS

La Suisse a besoin du SRC, car …
… le SRC remet aux autorités compétentes des informations non classifiées pour leur utilisation dans des procédures pénales et administratives.

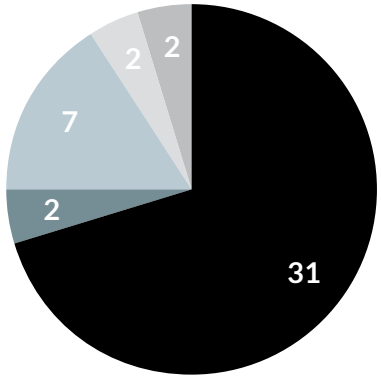
En 2024, il a ainsi remis 16 rapports officiels au Ministère public de la Confédération et 28 rapports officiels à d'autres autorités fédérales telles que l'Office fédéral de la police, le Secrétariat d'État aux migrations ou le Secrétariat d'État à l'économie (sans les compléments aux rapports officiels déjà existants).

COOPÉRATION INTERNATIONALE

La Suisse a besoin du SRC, car …
… le SRC travaille avec des autorités étrangères qui accomplissent des tâches au sens de la LRens. À cet effet, le SRC représente entre autres la Suisse dans des organismes internationaux.

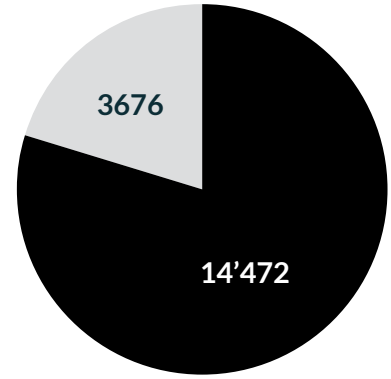
Le SRC échange des informations avec plus d'une centaine de services partenaires de divers États et avec des organisations internationales, par exemple avec les services compétents de l'ONU et les institutions et services de l'UE qui s'occupent de questions de politique de sécurité.

Rapports officiels remis aux autorités fédérales selon les domaines
Total 44



- Terrorisme
- Extrémisme violent
- Espionnage
- Prolifération
- Non consacrés exclusivement à l'un de ces thèmes

Échange d'informations avec les services partenaires



- Communications en lien avec les tâches du SRC reçues de la part des services partenaires étrangers
- Communications en lien avec les tâches du SRC transmises aux services partenaires étrangers

SENSIBILISATION

La Suisse a besoin du SRC, car …
… le SRC mène, en collaboration avec les cantons, des programmes destinés à la sensibilisation aux activités illégales en matière d'espionnage et de prolifération.

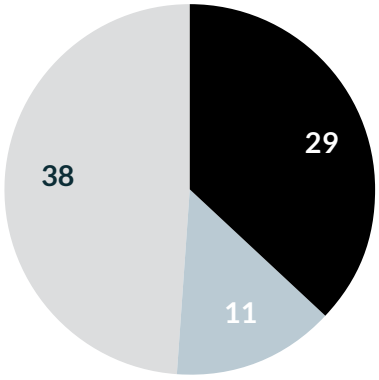
Avec son programme Prophylax, le SRC sensibilise les entreprises, les organisations économiques, les universités, les hautes écoles, les instituts de recherche et les autorités. Dans ce cadre, le SRC conseille notamment des mesures de sécurité concrètes contre le transfert illégal de connaissances ou la fuite d'informations ou de données.

PRÉVENTION

La Suisse a besoin du SRC, car …
… le SRC mène aussi, en collaboration avec les cantons et les autorités fédérales, des entretiens préventifs dans les domaines de l'espionnage et de la prolifération.

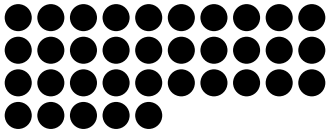
Le SRC prend aussi contact avec des entreprises et des hautes écoles pour des entretiens dont l'objectif est la prévention.

Sensibilisations
Total 78



- Sensibilisations auprès d'entreprises et d'associations économiques
- Sensibilisations dans les hautes écoles, etc.
- Sensibilisations auprès d'autorités fédérales et cantonales

Entretiens préventifs
Total 35



MESURES DE RECHERCHE SOUMISES À AUTORISATION

La Suisse a besoin du SRC, car …
… le SRC peut, en cas de menace grave et imminente dans les domaines du terrorisme, de l'espionnage, de la prolifération, des attaques visant des infrastructures critiques ou pour la sauvegarde d'autres intérêts nationaux importants au sens de l'article 3 LRens, ordonner des mesures de recherche soumises à autorisation.

Les mesures de recherche soumises à autorisation sont régies par les articles 26 ss LRens. Elles doivent être autorisées par le Tribunal administratif fédéral et avalisées par le chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports après consultation du chef du Département fédéral des affaires étrangères et du chef du Département fédéral de justice et police.

Les mesures de recherche soumises à autorisation sont autorisées pour une durée maximale de trois mois. À échéance de ce délai, le SRC peut faire une demande motivée de prolongation pour trois mois supplémentaires au maximum. Les mesures sont soumises au strict contrôle de l'Autorité de surveillance indépendante des activités de renseignement et de la Délégation des Commissions de gestion.

Mesures autorisées et avalisées

Tâches (art. 6 LRens)	Opérations	Mesures
Terrorisme	**2**	**55**
Espionnage	**2**	**62**
Prolifération NBC	**0**	**0**
Attaques visant des infrastructures critiques	**2**	**47**
Total	**6**	**164**

Personnes concernées par ces mesures

Catégorie	Nombre
Personnes ciblées	**11**
Tiers (art. 28 LRens)	**11**
Personnes inconnues (par ex. uniquement numéro de téléphone connu)	**13**
Total	**35**

Méthode de comptage

- Chaque prolongation autorisée et avalisée d'une mesure (possible plusieurs fois pour chaque fois trois mois au maximum) est comptée comme une nouvelle mesure, car toute prolongation doit être à nouveau demandée et motivée dans le cadre de la procédure ordinaire.
- Les opérations ainsi que les personnes concernées ne sont par contre comptées qu'une fois par année, cela également dans le cas où des mesures sont prolongées.

EXPLORATION DU RÉSEAU CÂBLÉ

La LRens prévoit également que le SRC est habilité à procéder à l'exploration du réseau câblé pour la recherche d'informations sur des événements importants en matière de politique de sécurité se produisant à l'étranger (art. 39 ss LRens).

Comme l'exploration du réseau câblé passe par l'étranger pour la collecte d'informations, elle n'est pas considérée comme une mesure de recherche soumise à autorisation en Suisse.

L'exploration du réseau câblé ne peut toutefois être réalisée qu'avec la participation d'exploitants des réseaux filaires et d'opérateurs de télécommunications suisses qui ont l'obligation de transmettre les signaux correspondants au Service action cyber- et électromagnétique de l'armée suisse. C'est pourquoi la LRens, à l'article 40 s., prévoit l'obligation d'obtenir une autorisation selon une procédure d'aval analogue à celle prévue pour les mesures soumises à autorisation pour confier un mandat d'exploration à un exploitant ou à un opérateur.

À fin 2024, 3 mandats d'exploration du réseau câblé étaient en traitement.

EXPLORATION RADIO

L'exploration radio est elle aussi axée sur l'étranger (art. 38 LRens), ce qui signifie qu'elle ne peut porter que sur des systèmes radio qui se trouvent à l'étranger. Dans la pratique, cela concerne avant tout les satellites de télécommunications et les émetteurs à ondes courtes.

À l'inverse de l'exploration du réseau câblé, l'exploration radio ne requiert pas d'autorisation puisqu'elle n'implique pas d'obligation d'informer pour les opérateurs de télécommunications.

À fin 2024, 12 mandats d'exploration radio étaient en traitement.

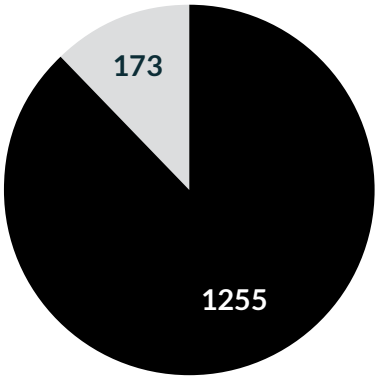
EXAMENS EFFECTUÉS DANS LE CADRE DU SERVICE DES ÉTRANGERS ET DEMANDES D'INTERDICTION D'ENTRÉE EN SUISSE

La Suisse a besoin du SRC, car …
… le SRC examine les dossiers et demandes déposés depuis l'étranger sous l'angle d'une éventuelle mise en danger de la sécurité intérieure du pays.

Si le SRC estime que la personne concernée représente un risque potentiel, il peut recommander le rejet de la demande ou faire valoir des réserves auprès des autorités compétentes, c'est-à-dire, selon les demandes, le Département fédéral des affaires étrangères, le Secrétariat d'État aux migrations ou l'Office fédéral de la police.

	Nombre de demandes examinées	Recommandation de rejet
Demandes d'accréditation pour diplomates et fonctionnaires internationaux	**4557**	**17**
Demandes de visa		**7**
Autorisations de séjour ou de travail soumises au droit des étrangers		**4**
Dossiers de requérants d'asile (statut de protection S)	**569** **4**	**0** **0**
Demandes de naturalisation	**38'691**	**4**
Fichiers examinés dans le cadre de la procédure de consultation Schengen en matière de visas Vision	**1'592'602**	**2**
Examen des informations préalables sur les passagers API (Advance Passenger Information) *Les données API qui ne fournissent aucun résultat lorsqu'elles sont comparées avec les données dont dispose le SRC sont effacées par ce dernier après un délai de 96 heures.*	**3'611'873 personnes sur 20'904 vols**	

CONTRÔLES DE SÉCURITÉ RELATIFS AUX PERSONNES

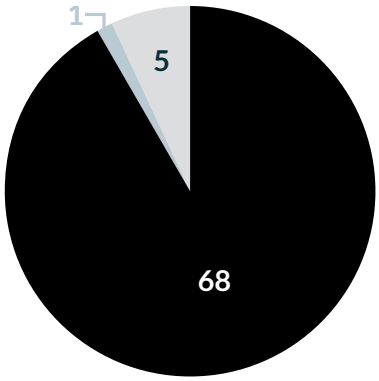


- Recherches d'informations à l'étranger
- Examens approfondis
  relatifs à des personnes enregistrées dans les systèmes d'information et de stockage des données du SRC

Les contrôles de sécurité relatifs aux personnes (CSP) constituent une mesure préventive destinée à préserver la sécurité de la Suisse et à protéger sa population. Les CSP concernent des personnes exerçant des fonctions sensibles, nécessitant l'accès à des informations, du matériel ou des installations classifiés.

Pour le compte de la Chancellerie fédérale et du Service spécialisé chargé des contrôles de sécurité relatifs aux personnes du DDPS, le SRC mène de recherches d'information à l'étranger ainsi que des examens approfondis relatifs à des personnes enregistrées dans les systèmes d'information et de stockage des données du SRC.

Demandes d'interdiction d'entrée



- Approuvées
- Rejetée
- Encore en traitement à fin 2024

Sur les 74 interdictions d'entrée en Suisse que le SRC a demandé à l'Office fédéral de la police de prononcer pour préserver la sécurité de la Suisse, 68 l'ont été. 5 demandes étaient encore en traitement à fin 2024. Une demande a été rejetée.

TRANSPARENCE

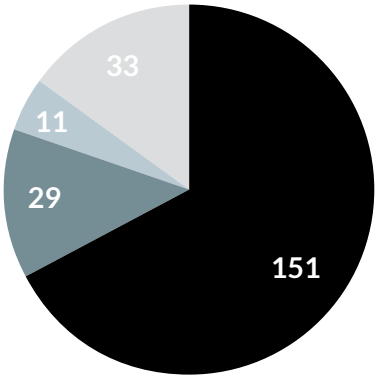
En 2024, 224 demandes de renseignements ont été déposées sur la base de l'article 63 LRens et de l'article 25 de la loi fédérale sur la protection des données (LPD). Parmi ces demande, 3 étaient en lien avec des requêtes déposées précédemment. Au total, 151 personnes requérantes ont obtenu des renseignements complets portant sur le traitement ou non de données les concernant jusqu'au moment du dépôt de leur demande et, le cas échéant, sur ces données en question.

Dans 29 cas, la réponse a été différée, restreinte ou refusée pour intérêt exigeant le maintien du secret ou intérêt prépondérant de tiers (art. 63 al. 2 LRens et art. 26 al. 2 LPD).

Dans 11 cas, les conditions formelles pour le traitement d'une demande (comme par exemple la remise d'une preuve d'identité) n'ont pas été remplies, et cela malgré un rappel après trois mois visant à obtenir les compléments nécessaires : ces demandes ont par conséquent été classées sans suite. De sorte qu'à la fin de 2024, 33 demandes de renseignements étaient encore en traitement.

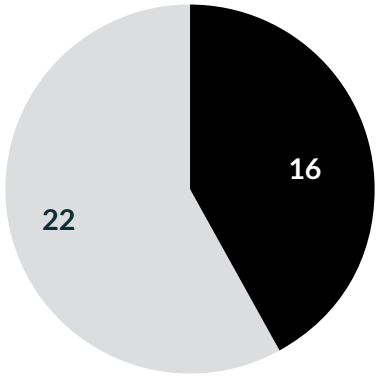
En 2024, le SRC a reçu 38 demandes d'accès sur la base de la loi fédérale sur le principe de la transparence dans l'administration (LTrans).

Demandes de renseignements
Total 224 *(dont 3 en lien avec des requêtes déposées précédemment)*



- Réponses complètes transmises
- Réponses refusées, restreintes ou différées
- Demandes classées sans suite (délai échu)
- Demandes encore en traitement à fin 2024

Demandes d'accès LTrans
Total 38



- Comme entité compétente
- Comme entité impliquée

PERSONNEL ET FINANCES

Le SRC attache une grande importance à la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. Il a été en 2016 l'un des premiers offices fédéraux à avoir été certifié employeur particulièrement favorable à la famille.

Les valeurs fondamentales du SRC sont l'ouverture, le respect, la confiance, le courage et la vision à long terme.

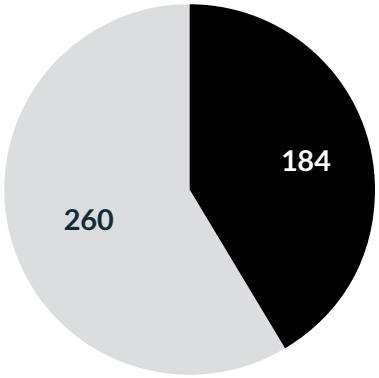
L'efficacité du service repose sur la qualification de ses collaborateurs au bénéfice de formations les plus diverses. La plupart d'entre eux effectuent régulièrement des voyages de service dans le monde entier.

Le SRC parle toutes les langues nationales et ses collaborateurs sont capables de comprendre ou de s'exprimer dans une multitude de langues. Il encourage une diversité maximale, notamment pour optimiser la performance du service.

Nombre de collaborateurs

Total 444

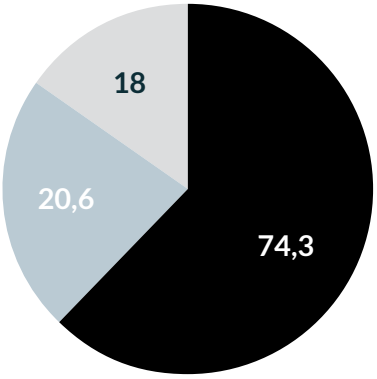
(à fin 2024)



- Collaboratrices
- Collaborateurs

Finances

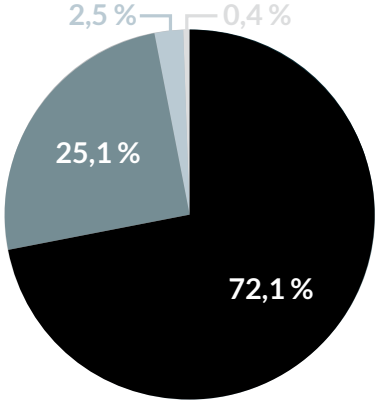
En millions de francs



- Charges de personnel
- Charges de biens et services et charges d'exploitation
- Indemnisation des cantons pour leurs services de renseignement

Répartition linguistique

(à fin 2024)



- Allemand
- Français
- Italien
- Romanche

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Rédaction
Service de renseignement de la Confédération SRC

Clôture de la rédaction
Mai / juin 2025

Contact
Service de renseignement de la Confédération SRC
Papiermühlestrasse 20
CH-3003 Berne
media@ndb.admin.ch
www.src.admin.ch

Diffusion
OFCL, Vente des publications fédérales,
CH-3003 Berne
www.publicationsfederales.admin.ch
Art.-Nr. 503.001.25f
ISSN 1664-4698

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE

Service de renseignement de la Confédération SRC
Papiermühlestrasse 20
CH-3003 Berne

www.src.admin.ch / media@ndb.admin.ch